



 **Le Bélier**

**RAPPORT FINANCIER  
ANNUEL 2008**



## **LE BELIER**

### **SOMMAIRE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2008**

- Rapport de gestion au 31 décembre 2008 sur les comptes consolidés et les comptes sociaux
- Comptes consolidés et annexes au 31 décembre 2008
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés
- Comptes sociaux et annexes au 31 décembre 2008
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels
- Attestation du président sur le Rapport financier annuel

**LE BELIER**  
**Société Anonyme à Conseil d'Administration**  
**Au capital de 6 631 956,08 €**  
**Siège social :**  
**33240 VERAC**  
**RCS Libourne 393 629 779**

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 28 MAI 2009**  
**RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008**

**COMPTES CONSOLIDES**  
**COMPTES SOCIAUX**

# RAPPORT DE GESTION

## SUR LES COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2008

### 1 Périmètre de consolidation

Nous vous rappelons que les sociétés suivantes font partie du périmètre de consolidation.

Entreprises (Activité)	Abréviation	Siège	n° Siret	% de Contrôle	% d'intérêt du groupe
LE BELIER (Holding)		PLANTIER DE LA REINE - VERAC (33) FRANCE	39362977900017	100%	100%
FONDERIES ET ATELIERS DU BELIER (Fonderie d'alliages légers)	FAB	VERAC (33) FRANCE	59615014400019	100%	100%
LE BELIER DALIAN (Fonderie d'alliages légers)	LBD	DALIAN - CHINE	Etrangère	100%	100%
BMP MANFREDONIA Spa (Fonderie d'alliages légers)	BMP	MANFREDONIA - ITALIE	Etrangère	100%	100%
LE BELIER HONGRIE SA (Fonderie d'alliages légers)	LBH	AJKA - HONGRIE	Etrangère	100%	100%
BSM HUNGARY MACHINING Ltd (Usinage)	BVM	SZOLNOK - HONGRIE	Etrangère	100%	100%
LBQ FOUNDRY Sa de CV (Fonderie d'alliages légers)	LBQ	QUERETARO - MEXIQUE	Etrangère	100%	100%
BQ MACHINING Sa de CV (Usinage)	BQM	QUERETARO - MEXIQUE	Etrangère	100%	100%
LE BELIER KIKINDA (Fonderies d'alliages légers)	LBK	KIKINDA- SERBIE	Etrangère	100%	100%
LBO – (Location machines)	LBO	PLANTIER DE LA REINE – VERAC (33) France	40307761300012	100%	100%
SCI (Location immobilière)	SCI	PLANTIER DE LA REINE – VERAC (33) France	411 735 590 000 19	100%	100%

- LE BELIER a une activité de Holding active rendant des prestations de services au profit du Groupe.
- Les autres filiales consolidées ont une activité de fabrication de pièces en aluminium destinées aux équipementiers et constructeurs de moyens de transport, à l'exception de LBO et SCI.
- La sarl LBO a pour objet de financer (en général en crédit bail) des investissements réalisés dans le cadre de contrats pluriannuels de fourniture de pièces usinées (marchés dits adossés). Selon les termes des contrats, les clients pour lesquels ces investissements sont réalisés par le Groupe (investissements pour le compte de clients) ont la charge intégrale et définitive du coût des investissements majoré des dépenses de possession, d'exploitation et de maintenance, et cela, indépendamment du nombre de pièces produites sur la durée du contrat.
- La société SCI du Plantier de la Reine a pour objet de louer des immeubles aux sociétés françaises.
- La société Le Bélier Commercialisation qui avait pour objet la commercialisation de pièces de fonderie en alliage d'aluminium usinées ou non, a été dissoute le 24/11/2008 par Transmission Universelle de Patrimoine à la Holding LE BELIER.

## **2 Situation de l'ensemble constitué par les sociétés comprises dans la consolidation**

### **2.1 Faits marquants**

#### **LE BELIER (Holding) :**

- La société a mis en œuvre à partir d'octobre 2008 une GPEC (Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences) basée sur le volontariat dans le cadre de la restructuration du groupe.

#### **FAB (France) :**

- Mise en place à partir d'octobre 2008 d'une GPEC (Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences) basée sur le volontariat dans le cadre de la restructuration du groupe.
- En Fonderie Grande Série, FAB spécialisé sur le segment gros étriers a dû réduire ses effectifs, ce segment étant particulièrement impacté par la diminution des ventes de véhicules. Les efforts industriels ont permis toutefois des économies et des gains de productivité substantiels.
- Concernant la Fonderie PMS, FAB a démontré son expertise sur la technologie Sable en renforçant son activité dans le domaine Aéronautique. L'activité sable de FAB contribue de manière très favorable au ROC de l'usine française.
- L'activité Usinage de FAB a continué de s'adapter au marché en réduisant ses charges
- Lancement de pièces de liaison au sol, nouvelle typologie de produits pour FAB.

#### **LBH (Fonderie - Hongrie) :**

LBH a réussi l'intégration de l'activité italienne achevée à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2008.

Durant le second semestre 2008, l'usine hongroise a été fortement impactée par la chute des ventes automobiles de moyenne série et la crise a érodé la contribution positive de LBH au résultat du Groupe. Toutefois LBH a su variabiliser ses effectifs et ses charges pour s'adapter à la forte baisse des marchés automobiles.

#### **BSM (Usinage - Hongrie) :**

BSM est une usine arrivée à maturité ; bien positionnée sur les marchés, elle a été moins impactée que les autres filiales par l'effondrement du marché automobile ; la performance financière est en hausse régulière et les indicateurs industriels continuent leur progression.

#### **LBI (Italie) :**

L'activité (étriers de freins et corps de valve) a été arrêtée définitivement fin mai 2008 et transférée sur le site hongrois de LBH. Les 55 personnes restantes sont parties. Le bâtiment a été mis en vente et la filiale a été mise en liquidation amiable en décembre 2008.

#### **LBD (Chine) :**

2008 a été une année de stabilisation et de progrès constants pour l'usine chinoise LBD ; de nouveaux marchés ont été obtenus et les objectifs qualité tenus.

L'année 2008 confirme la tendance amorcée en 2007 d'une croissance rentable.

### **LBQ (Fonderie Mexique) :**

Globalement l'exercice 2008 s'est révélé difficile mais en progrès avec une forte pression des clients et une baisse très significative des ventes ; toutefois, au deuxième semestre un début de redressement et une bonne variabilisation des coûts ont permis de contenir les effets très défavorables de la chute des volumes.

### **BQM (Usinage Mexique) :**

L'activité de l'usine mexicaine a été fortement impactée par le repli de l'activité automobile américaine dont elle est directement dépendante ; des problèmes qualité importants ont aggravé le résultat d'exploitation et n'ont pas permis à cette filiale de compenser la réduction d'activité.

### **LBK (Serbie) :**

L'usine de Serbie , placée sur l'activité des turbos a moins souffert du repli de l'activité automobile que les autres usines du Groupe.

La stabilisation des process industriels , les progrès en qualité ont permis à cette filiale de progresser au cours du second semestre et de s'adapter aux difficultés de la conjoncture ; les perspectives commerciales et industrielles de cette filiale sont favorables .

## **2.2 Résultats économiques consolidés**

### **Chiffre d'affaires**

Le groupe LE BELIER a réalisé en 2008 un chiffre d'affaires de 212,1 M€, en baisse de 14% par rapport à 2007. Corrigée de la revalorisation de l'aluminium (LME), la variation s'établit à -12,2%.

	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2007</b>	<b>Variation</b>
Fonderies	169 075	202 516	-16,5%
Usinage	25 698	22 959	11,9%
Fabrication outillages	10 755	11 075	-2,9%
Autres (1)	6 599	10 225	-35,5%
<b>Total</b>	<b>212 127</b>	<b>246 775</b>	<b>-14,0%</b>

- Activité fonderies

Le chiffre d'affaires fonderies est en retrait de 16,5%; et hors effet de la revalorisation du prix de l'aluminium (LME) en baisse de 14,1%

- Activité Usinage

L'Usinage a augmenté de 11,9% sur l'exercice notamment, grâce à la Hongrie qui représente plus de 70% du total de cette activité.

- Activité Outillages

Cette activité est en léger recul de 2,9% sur l'ensemble de l'exercice mais le dernier trimestre ressort en hausse de 8,6%.

- Autres

Il s'agit de la facturation d'amortissements de matériels d'usinage et de prestations diverses.

## Résultats

(Valeur en KEUR)	31/12/2008	31/12/2007	Variation 2008/2007
Produit des activités ordinaires	212 918	247 733	-14,05%
Résultat opérationnel courant	4 490	3 026	48,38%
Résultat opérationnel	-2 705	-1 427	89,56%
Résultat net de l'ensemble consolidé	-12 169	-6 866	77,24%
Résultat net part du groupe	-12 169	-6 866	77,24%

• Le résultat opérationnel ressort à -2 705 K€ contre -1 427 K€ au 31/12/2007 et tient compte de dépréciations d'actifs et de dispositifs de restructuration pour un montant de -7 195 K€ contre un montant de -4 453 K€ en 2007.

• Le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à -12 169 K€ contre -6 866 K€ au 31/12/2007.

• Le résultat net part du groupe est identique et s'élève quant à lui à -12 169 K€ contre -6 866 K€ au 31/12/2007.

## Effectifs au 31/12/08 des sociétés consolidées

L'effectif du groupe s'élève à 2 174 personnes inscrites, contre 3 065 personnes inscrites au 31/12/07.

L'effectif moyen 2008 est de 2 895 personnes contre 3 189 en 2007.

## Immobilisations corporelles nettes par pays

	31/12/2008	31/12/2007
France	13 682	15 042
Italie	-	1 278
Chine	3 456	3 405
Hongrie	31 329	35 100
Mexique	13 448	19 225
Serbie	7 840	7 181
<b>Total</b>	<b>69 755</b>	<b>81 231</b>

## Investissements

Le tableau représente nos investissements y compris les locations financières, crédits baux, et ceux réalisés pour le compte de nos clients mais hors immobilisations financières, écart d'acquisition, immobilisations en-cours.

(valeur en KEUR)	2008	2007
Biens incorporels	1 043	1 056
Terrains, bâtiments et aménagements	2 452	1 868
Matériel industriel	9 255	9 763
Autres immo corporelles	774	639
<b>TOTAL PAR NATURE</b>	<b>13 524</b>	<b>13 326</b>
LE BELIER	780	1 391
FAB	927	-622
LBH	6 086	4683
BSM	4 194	4 117
LBI	-2 919	-5 240
LBD	681	1 791
LBQ	521	1 997
BQM	795	3 666
LBK	2 459	1 543
<b>TOTAL PAR USINE</b>	<b>13 524</b>	<b>13 326</b>

### **3 Normes IFRS**

Néant

### **4 Activité en matière de recherche et de développement du Groupe**

Le groupe a poursuivi le développement du procédé rhéo-casting (pièces coulées à partir d'un alliage semi solide) permettant d'obtenir des pièces aux caractéristiques proches du forgé, à un coût inférieur. Une amélioration-simplification des process (« Pépité ») a fait aussi l'objet d'un programme de recherche.

### **5 Evénements importants intervenus entre la date d'arrêté des comptes consolidés et la date d'établissement du présent rapport**

Il n'y a pas d'événement significatif intervenu entre la date d'arrêté des comptes consolidés et la date d'établissement du présent rapport.

### **6 Evolution prévisible et perspectives d'avenir**

La crise économique impacte fortement le marché automobile mondial qui va connaître une chute de ses volumes en 2009.

Dans ce contexte, Le Groupe Le bélier prend pour hypothèse un recul de son chiffre d'affaires de l'ordre de 30 % sur l'année (hors variation des prix matières premières). Ce recul est plus accentué sur le premier semestre 2009.

Face à la situation le Groupe a mis en œuvre des actions visant à traverser la période de crise et à être dans les meilleures dispositions pour avoir un fort effet de levier dès le retour à la croissance, en maintenant un objectif de Free Cash Flow positif pour 2009.

Les actions principales sont les suivantes :

- Accélérer le développement sur les marchés structurellement en croissance (Turbo, Chine,...)
- Elargir son offre produit
- Continuer à variabiliser les effectifs et réduire les coûts
- Abaisser le point mort
- Nouvelle amélioration du BFR



- Réductions des investissements (hors nouveaux programmes clients)
- Continuer à sécuriser financièrement la période (pérenniser les financements et adapter la structure de l'endettement)

## **7 Principaux risques et incertitudes**

### **Risque de liquidité**

Indépendamment de la maximisation de ses flux d'exploitation, le Groupe doit disposer de ressources financières pour financer son activité courante, les investissements nécessaires à son développement, et ses engagements de financement moyen terme.

Dés lors que l'activité est en forte décroissance et que l'accès au marché du crédit est sous tension, cela nous expose à un risque de liquidité.

C'est la raison pour laquelle ce risque de liquidité fait l'objet d'un suivi précis et régulier et que différentes possibilités sont d'ores et déjà à l'étude avec des chances raisonnables de réalisation.

Aussi, la situation actuelle et les actions en cours sont les suivantes :

L'ensemble des financements court terme du Groupe sont maintenus (billet de trésorerie, découvert,...) avec la possibilité d'obtenir plus de latitude avec nos partenaires (en particulier en Chine)

Concernant l'ensemble des financements moyen terme (voir information point 4.2.11), des discussions constructives sont engagées sur tous les continents pour aménager, redimensionner ou bien lever des fonds supplémentaires afin de conforter nos positions et maintenir un niveau de liquidité suffisant.

Compte tenu de ces échanges, il est entendu qu'aucun partenaire touché par des covenants non respectés (voir information point 4.2.11) n'ont rendu ces clauses applicables.

Au niveau des actions sur le besoin en fond de roulement et son financement, le Groupe continue ses réductions de stocks, et constate que ses conditions de règlements fournisseurs ne se sont pas détériorées depuis le début de la crise. S'agissant des créances clients, certains délais de règlement clients sont en cours d'amélioration (suite à des discussions ou en application de la loi LME). Enfin, la possibilité de financer une partie du poste clients, via la mise en œuvre d'un contrat de factoring, fait partie des scénarios étudiés.

### **Risque de crédit**

Le risque crédit sur les clients est géré par chaque ligne opérationnelle en fonction des politiques, procédures et contrôle de la gestion du risque de crédit mis en place par le Groupe.

Cependant, compte tenu du secteur qui est fragilisé par la crise, nos clients font l'objet d'une attention toute particulière en termes de risque et de délais de règlement.

## **8 Utilisation des instruments financiers**

Les instruments financiers utilisés par le Groupe Le Béliér font l'objet d'une gestion centralisée et ont pour objet de réduire l'exposition au risque de change sur les flux futurs de ses transactions ainsi qu'au risque de fluctuation de taux d'intérêt sur les flux de ses emprunts et ne relèvent d'aucun objectif spéculatif.

La politique du Béliér en matière de risque de taux et de change est la suivante :

### **Risque de taux**

- La politique du groupe est de favoriser les prêts à taux fixe. Si les conditions de marché ne permettent pas la réalisation de cette priorité, le prêt est indexé à un taux variable EURIBOR ou LIBOR USD,
- Le groupe utilise plusieurs types d'instruments pour optimiser ses charges financières et gérer la répartition entre dettes à taux fixe et dettes à taux variable,

- Le contrat d'échange « SWAP » permet au groupe d'emprunter à long terme à taux variable et d'échanger le taux de la dette ainsi levée dès son origine ou pendant la durée de l'emprunt, contre un taux fixe,
- Le plafond de taux « CAP » permet au groupe, moyennant le paiement d'une prime, de fixer une limite maximale au coût d'un emprunt libellé en taux variable.

### Risque de change

Risque de change sur endettement : la politique du groupe est que chaque société s'endette dans la devise de sa zone opérationnelle,

- Risque sur les flux opérationnels libellés en devise autre que la devise opérationnelle :
  - pour les achats : couverture en devise locale en Hongrie des achats auprès des fournisseurs locaux et des coûts salariaux ;
  - pour les ventes : pour mémoire, la devise de facturation pour la Hongrie et la Serbie est l'euro, pour le Mexique et pour la Chine, principalement l'USD.

# **RAPPORT DE GESTION**

## **SUR LES COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2008**

### **AU TITRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

#### **I - SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE**

L'exercice 2008 a été marqué par :

- Cession des titres LBK et BSM détenus par LE BELIER à notre filiale LBH pour une valeur nette de 19 659 K€.
- 24/11/2008 : Transmission Universelle du Patrimoine de la société LE BELIER COMMERCIALISATION à l'associée unique la société LE BELIER
- 10/12/2008: Mise en liquidation amiable de la filiale LBI.
- Provisions comptabilisées au cours de l'exercice à hauteur d'un total de 1 835 K€ sur compte courant afin de couvrir la mise en liquidation de la filiale italienne au 31/12/2008.
- Provision pour dépréciation de titres des filiales mexicaines au 31/12/2008 pour un montant de 1 920 K€ (100 K€ pour BQM et 1 820 K€ pour LBQ)
- Déclenchement à compter de début octobre 2008 d'une GPEC dans le cadre d'une restructuration du GROUPE.

#### **II - RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS DES COMPTES SOCIAUX**

Au titre de l'exercice 2008 :

- Le chiffre d'affaires s'est élevé à 14 880 K€ contre 15 483 K€ au titre de l'exercice 2007.
- Le total des produits d'exploitation s'élève à 15 777 K€ contre 16 005 K€ au titre de l'exercice 2007.
- Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 13 625 K€ contre 14 690 K€ au titre de l'exercice 2007.
- Le résultat d'exploitation ressort à 2 152 K€ contre 1 315 K€ au titre de l'exercice 2007.
- Compte tenu d'un résultat financier de – 1 976 K€ (dont 2 634 K€ de dividendes reçus des filiales), le résultat courant avant impôt ressort à 176 K€ contre – 13 755 K€ pour l'exercice 2007.
- Le résultat exceptionnel ressort à 8 132 K€ contre 135 K€ au titre de l'exercice 2007.
- Compte tenu de ces éléments, le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 8 307 K€ contre une perte de – 13 621 K€ au titre de l'exercice précédent.

Est joint en annexe au présent rapport, le tableau des résultats prévu par l'article R.225-102 point II ainsi que le tableau des variations des capitaux propres tel qu'il figure en annexe des comptes sociaux.

### **III - ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DE LA SOCIETE**

La société a repris depuis le 01/01/2006 les activités de recherche et développement supportées par sa filiale française Fonderies et Ateliers du Bélier pour le compte du groupe.

Les frais de recherche sont essentiellement liés au projet de rhéocasting toujours en phase de développement et non encore amorti. La phase de production et de commercialisation devrait démarrer au 4ème trimestre 2009.

### **IV - ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE**

#### **Activité et résultat**

Le chiffre d'affaires est conforme aux modalités de refacturation des frais de groupe.

Le résultat d'exploitation s'est amélioré de **837 K€** du fait d'une reprise de provision sur la filiale italienne de **+ 77 K€**, d'un remboursement de prorata de TVA (appliqué à tort sur les années 2006, 2007 et début 2008) de **+ 101 K€**, d'une baisse significative des charges externes de **-736 K€**, d'une baisse des dotations aux amortissements de **- 101 K€** (peu de nouvel investissement sur la Holding) et une reprise de **+ 142 K€** sur les obligations suite notamment à la liquidation du régime des médailles du travail.

Le résultat financier reste quant à lui toujours négatif à **- 1 976 K**, malgré une nette amélioration de **+ 13 094 K€** par rapport à fin 2007 (**-15 071 K€**). Malgré des dividendes reçus de **+ 2 634 K€** remontés de sa filiale chinoise, il est impacté d'intérêts sur dette Omnium de trésorerie de **859 K€**, et des opérations pour couverture des pertes de la filiale italienne dont une provision sur le compte courant de **1 835 K€** et une dépréciation des titres des filiales mexicaines pour **1 920 K€**.

Le résultat exceptionnel passe de **135 K€** fin 2007 à **8 132 K€** fin 2008, malgré une provision de restructuration (GPEC) de **297 K€**, il est impacté positivement d'une plus value de cession des titres LBK et BSM de **8 699 K€**.

L'évolution du résultat net de **- 13 261 K€** à **+ 8 307 K€** restitue l'amélioration nette des résultats d'exploitation, financiers et exceptionnels.

#### **Situation financière**

La société n'a pas contracté de nouvel emprunt bancaire.  
Sa dette envers l'Omnium de trésorerie a significativement diminué au cours de l'exercice 2008.

### **V - PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX ANNUELS**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Toutes précisions et justifications figurent en annexe.

### **VI - FILIALES ET PARTICIPATIONS**

Le tableau des filiales et participations est joint en annexe.

Les principaux commentaires relatifs à l'activité des filiales sont donnés dans l'exposé relatif à l'activité des sociétés du groupe relatée dans la première partie de ce rapport.

## **VII - AFFECTATION DU RESULTAT**

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 8 307 193,71 euros au compte « report à nouveau ».

## **RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES**

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que la société n'a pas distribué de dividendes au cours des les trois derniers exercices.

## **VIII - DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT**

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater et 223 quinquies de CGI, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge 29 594,37€ de dépenses non déductibles fiscalement.

Toutefois, la société n'a pas à supporter d'impôt en raison desdites dépenses et charges.

## **IX - INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX**

### **Liste des mandats sociaux**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al.3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-joint la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans d'autres sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société.

### **Rémunération des mandataires sociaux**

En raison de leurs fonctions de membres du Conseil d'Administration, ces derniers ont perçu une rémunération de 522 KEUR.

La rémunération totale et les avantages de toute nature versés par notre société durant l'exercice écoulé à l'ensemble des mandataires sociaux s'élèvent à 565 KEUR.

L'ensemble des mandataires sociaux de la société n'ont pas reçu au titre de l'exercice écoulé de la part des sociétés contrôlées par LE BELIER de rémunération ni d'avantage de toute nature.

### **REMUNERATIONS BRUTES ET AVANTAGES PAYES EN 2008 EN EUROS**

NOM	MANDAT SOCIAL	CONTRAT TRAVAIL	AVTGES NAT	JETONS /ETC	TOTAL
P. GALLAND LB (1/1/08-31/12/08)	267 825,52				267 825,52
N. GALLAND LB (1/1/08-31/12/08)	-	-	-	-	-
C. GALLAND LB (1/1/08-31/12/08)	-	-	-	-	-
P. DIZIER LB (1/01/08-31/12/08)	254 091,45	suspendu	(1) 3 157,00		257 248,45
F. GUINOT LB (1/1/08-16/06/08)				20 000,00	20 000,00
P. COUSTY LB (1/1/08-14/04/08)				20 000,00	20 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>521 916,97</b>	<b>-</b>	<b>3 157,00</b>	<b>40 000,00</b>	<b>565 073,97</b>

(1) véhicule

Les rémunérations ne comportent pas de part variable ou exceptionnelle.

Par ailleurs, le directeur général délégué bénéficie d'un contrat d'assurance chômage pris en charge par la société. Le coût de ce contrat s'est élevé à 7484 euros en 2008.

La société n'a pas d'autre engagement au titre des mandats sociaux.

### **Recommandations AFEP-MEDEF du 06 octobre 2008 sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées**

Dans sa séance du 2 décembre 2008, le conseil d'administration, en application de la loi du 3 juillet 2008 transposant la directive communautaire 2006/46/CE du 14 juin 2006, a décidé que la société se référerait aux recommandations AFEP-MEDEF du 6 octobre 2008 sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées, pour l'élaboration du rapport prévu à l'article L. 225-37 du Code de Commerce à compter de l'exercice en cours.

Comme établi lors du conseil de Février 2006, Il est toutefois précisé qu'à la date de cessation de ses fonctions de Directeur Général Délégué, les effets du contrat de travail de Monsieur Philippe DIZIER en qualité de Directeur des Opérations seront rétablis de plein droit.

### **Renouvellement des mandats de certains Administrateurs**

Les mandats de Madame Cécile GALLAND, Madame Noèle GALLAND, Monsieur Philippe GALLAND et la société LE BELIER PARTICIPATIONS arrivant à expiration lors de la présente assemblée, nous vous proposons de les renouveler dans leurs fonctions pour une nouvelle période de six exercices, soit pour une durée venant à expiration à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2014.

Il est rappelé que Messieurs COTTIGNES, COUSTY et GUINOT ont respectivement démissionné de leurs mandats d'administrateurs les 22 janvier, 14 avril et 16 juin 2008.

### **X - EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS ENTRE LA DATE D'ARRETE DES COMPTES SOCIAUX ET LA DATE D'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT**

Il n'y a pas d'événement significatif intervenu entre la date d'arrêté des comptes sociaux et la date d'établissement du présent rapport.

### **XI – EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR**

L'évolution de la Société et ses perspectives d'avenir sont étroitement liées à l'ensemble du Groupe.

Aussi, vous trouverez au Point 6) les informations nécessaires.

Cependant, de manière contributive à l'ensemble des actions menées, la Société s'adapte au marché en mettant l'accent sur les points suivants :

- Variabilisation les effectifs et réduction des couts de fonctionnement
- Pérennisation des financements et adaptation de la structure de l'endettement

### **XII - UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

En 2008 dans un contexte de baisse de taux, LE BELIER a procédé à la cession de la totalité de ses couvertures.

### **XIII - INFORMATIONS SUR LA DETENTION DU CAPITAL PAR CERTAINS ACTIONNAIRES**

Conformément aux dispositions de l'article 233-13 du Code du Commerce, et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L 233-7 et L 233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote :

- LE BELIER PARTICIPATIONS possède plus de 50 % du capital et des droits de vote,
- DUAENIP possède plus de 16 % du capital et des droits de vote,
- BESTINVER GESTION, SGIIC, SA possède plus de 10 % du capital et des droits de vote.

Au cours de l'exercice écoulé, les modifications suivantes sont intervenues dans les répartitions ci-dessus :

NEANT

### **XIV - ETAT RECAPITULATIF ETABLI EN APPLICATION DE L 621-18-2 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER**

La société n'a pas eu connaissance d'opérations intervenues dans le cadre de l'article L 621-18-2 du Code Monétaire et Financier, au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2008.

### **XV - CONSEQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al. 5 du Code de commerce, nous vous donnons ci-après les informations relatives à la prise en compte des conséquences sociales et environnementales de notre activité :

Compte tenu de l'activité de holding, notre société n'a pas d'information particulière à communiquer dans ce cadre.

### **XVI - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-2 du Code de commerce, nous vous donnons ci-après les informations sur la politique de prévention du risque d'accident technologique, sur la couverture responsabilité civile de la Société et sur les moyens prévus pour assurer la gestion de l'indemnisation des victimes en cas d'accident technologique :

Compte tenu de l'activité de holding, notre société n'a pas d'information particulière à communiquer dans ce cadre.

### **XVII - POLITIQUE SOCIALE**

#### **Evolution des effectifs**

	<b>2008</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
<b>Cadres</b>	67	67	66
<b>Non cadres</b>	24	26	30

Les chiffres présentés sont en effectifs de fin de période.  
La moyenne d'âge est de 40 ans. L'ancienneté est de 8,5 ans.

### **XVIII – PRISES DE PARTICIPATION ET DE CONTROLE**

NEANT

### **XIX – AUTO CONTROLE ET OPTIONS DE SOUSCRIPTION D’ACTIONS**

Aucune détention d’actions propres puisque LE BELIER est sorti du contrat de liquidité le 31/03/2003.

Options de souscription d’actions :

La société n’a pas mis en place de nouveaux plans d’option de souscription d’actions depuis l’expiration au 30/06/2005 des précédents.

### **XX - PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL**

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code du Commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2008 : 1,21 % (FCPE Fonderies du Bélier).

### **XXI - INFORMATIONS RELATIVES AUX OPTIONS DE SOUSCRIPTION**

A ce jour, la société n’a pas de plan d’options de souscription d’actions en cours.

### **XXII - DETENTION D’ACTIONS PROPRES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RACHAT**

Conformément aux dispositions de l'article L 225-211 al.2 du Code du Commerce, nous vous rendons comptes des opérations d’achat et de vente effectuées sur nos propres actions au cours de l’exercice clos au 31 décembre 2008 :

Nombre d’actions achetées : néant

Nombre d’actions vendues : néant

Cours moyen des achats : néant

Cours moyen des ventes : néant

Nombre des actions inscrites au nom de la société à la clôture de l'exercice : 0

Valeur au cours d’achat : néant

Valeur nominale : 1,52 €

Motifs des acquisitions : néant

Fraction du capital que représentent les actions détenues : 0 %

Par ailleurs, au 31/12/08, Le Bélier ne possède pas d’actions propres.

### **XXIII - PROGRAMME DE RACHAT DES ACTIONS**

Nous vous rappelons que l’Assemblée générale ordinaire en date du 22 mai 2008 a autorisé le conseil d’administration à racheter des actions de la société dans une limite de 5% du capital.

Ce programme s’inscrit dans le cadre législatif de l’article L 225-209 du Code de commerce, ainsi que par le Règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003 pris en application de la Directive « Abus de marché » entré en vigueur le 13 octobre 2004.

La Société n’a pas fait usage de cette autorisation au cours de l’exercice clos au 31 décembre 2008, ni depuis le 31 décembre 2008 mais souhaite mettre en œuvre un nouveau programme éventuel de rachat de ses propres actions.

Les actions propres détenues par la société seront utilisées par ordre de priorité décroissant :



- Assurer l'animation du cours de bourse de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI reconnue par l'AMF,
- Assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions à des salariés et des mandataires sociaux du Groupe et céder ou attribuer des actions aux salariés dans le cadre des dispositions légales,
- Procéder à l'acquisition d'actions en vue de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- Assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société.

LE BELIER n'envisage pas l'annulation des actions qu'elle serait éventuellement amenée à détenir.

Cette autorisation permet à la société de procéder au rachat de ses propres actions :

- Sur une période de 18 mois suivant la date de l'assemblée générale, soit jusqu'au 28 novembre 2010.
- Dans la limite du plafond de 5 % du capital social de la société arrêté à la date de l'assemblée générale ordinaire du 28 mai 2009 soit un nombre maximum de 218 156 actions.
- À un prix maximal unitaire de 30 € par action ; la société pourra vendre des actions, dans le cas d'achats préalables à des fins de régularisation des cours de bourse, jusqu'à un prix minimal unitaire de 7,6 €.

Part maximal du capital acquise sous forme de blocs de titres : Néant.

Dans le cadre de sa gestion financière globale, la société se réserve la possibilité d'utiliser une partie de sa trésorerie disponible pour financer les rachats d'actions, de recourir à l'endettement à court et moyen terme pour financer les besoins additionnels, qui excéderaient son autofinancement.

Le programme de rachat n'aura pas d'incidence financière significative sur le bénéfice net par action et les capitaux propres par action.

Tous éléments d'information complémentaires sont contenus dans le document de référence établi par la société, à la disposition du public sur simple demande, et mis en ligne sur le site de la société et celui de l'AMF.

#### **XXIV - CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ACQUISITION (C. COM. ART. L 225-100-3)**

En application de l'article 6 de la loi 2006-387 du 31 mars 2006 relative aux offres publiques d'acquisition nous devons exposer et, le cas échéant, expliquer un certain nombre d'éléments lorsqu'ils sont susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (C. com. art. L 225-100-3 nouveau).

L'objectif de cette mesure est d'assurer la transparence sur des informations pouvant avoir une influence sur le déroulement d'une offre publique d'acquisition.

En conséquence, et conformément à l'article L 225-100-3 du code de commerce, nous vous communiquons les informations visées par cet article.

1. La structure du capital de la société

Actionnariat	Situation au 31/12/2008		Situation au 31/12/2007		Situation au 31/12/2006		Situation au 31/12/2005	
	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote
LE BELIER PARTIC. SAS	2 213 064	50,72%	2 213 064	50,72%	2 213 064	50,72%	2 211 848	50,69%
Sté Civile de Choisy Le Roi	94 301	2,16%	94 301	2,16%	94 301	2,16%	94 301	2,16%
Philippe GALLAND	320	0,01%	320	0,01%	320	0,01%	320	0,01%
Denis GALLAND	15 270	0,35%	15 270	0,35%	15 270	0,35%	15 270	0,35%
Noèle GALLAND	50	0,00%	50	0,00%	50	0,00%	50	0,00%
Cécile GALLAND	100	0,00%	100	0,00%	100	0,00%	100	0,00%
Hélène GALLAND	420	0,01%	420	0,01%	420	0,01%	420	0,01%
Divers GALLAND		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%
<b>Total Famille GALLAND</b>	<b>2 323 525</b>	<b>53,25%</b>	<b>2 323 525</b>	<b>53,25%</b>	<b>2 323 525</b>	<b>53,25%</b>	<b>2 322 309</b>	<b>53,23%</b>
DUAENIP	729 227	16,71%	729 227	16,71%	729 227	16,71%	729 227	16,71%
Patrick PINEAUD	36 472	0,84%	88 803	2,04%	88 803	2,04%	88 803	2,04%
Jack PINEAUD	10	0,00%	10	0,00%	10	0,00%	10	0,00%
Claude VIDAL	39 770	0,91%	54 820	1,26%	54 820	1,26%	54 820	1,26%
<b>Total Famille PINEAUD</b>	<b>805 479</b>	<b>18,46%</b>	<b>872 860</b>	<b>20,01%</b>	<b>872 860</b>	<b>20,01%</b>	<b>872 860</b>	<b>20,01%</b>
LE BELIER	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Divers, Salariés, FCPE Fonderies du Bélier	106 302	2,44%	87 359	2,00%	99 760	2,29%	104 285	2,39%
Management	11 255	0,26%	14 119	0,32%	19 755	0,45%		
Autres nominatifs	42 347	0,97%	45 040	1,03%	51 805	1,19%		
FCPE	52 700	1,21%	28 200	0,65%	28 200	0,65%		
<b>Public</b>	<b>1 127 823</b>	<b>25,85%</b>	<b>1 079 385</b>	<b>24,74%</b>	<b>1 066 984</b>	<b>24,45%</b>	<b>1 063 675</b>	<b>24,38%</b>
Public Achat	777 823	17,83%	729 385	16,72%	716 984	16,43%		
Public Emission	350 000	8,02%	350 000	8,02%	350 000	8,02%		
<b>TOTAL</b>	<b>4 363 129</b>	<b>100,00%</b>	<b>4 363 129</b>	<b>100,00%</b>	<b>4 363 129</b>	<b>100,00%</b>	<b>4 363 129</b>	<b>100,00%</b>

2. Les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L 233-11 du Code de commerce : non applicable.
3. Les participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L 233-7 et L 233-12 du Code de commerce (participations significatives et d'autocontrôle) : cf § ci-dessus « Informations sur la détention du capital par certains actionnaires ».

Philippe GALLAND, représentant le GROUPE GALLAND, composé de Philippe, Denis, Cécile, Hélène et Noëlle GALLAND, LE BELIER PARTICIPATIONS SAS (représentée par Denis GALLAND) et Société Civile de Choisy le Roi (représentée par Philippe GALLAND), a déclaré que les membres du groupe GALLAND entendaient poursuivre l'action de concert entre eux dans les conditions définies par les articles 233-10 et 233-11 du Code du Commerce.

4. La liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci : non applicable.
5. Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier : cf § ci-dessus « Participation des salariés au capital ».
6. Les accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote

Le 13 décembre 2003, les actionnaires membres du groupe GALLAND ont signé un Engagement Collectif de Conservation d'Actions.

Le 29 octobre 2004, les actionnaires membres du groupe GALLAND ont signé un avenant à l'Engagement Collectif de Conservation d'Actions du 13 décembre 2003, dans le souci d'harmoniser la politique familiale de détention des titres de la Société LE BELIER.

Cet avenant prévoit notamment :

- Un droit de préférence que les actionnaires membres du groupe GALLAND consentent à Monsieur Philippe GALLAND, en cas de transfert d'actions, même entre actionnaires,
- Un droit de cession conjointe et proportionnelle consenti entre par les actionnaires à Monsieur Philippe GALLAND, en cas de transfert d'actions,
- Un engagement de détention des titres qui a pour objet la conservation par l'ensemble des Actionnaires d'une quotité d'actions portant sur au moins 20 % du capital et des droits de vote de la Société LE BELIER en vue notamment de leur permettre de bénéficier des dispositions de l'article 885 I bis du Code général des impôts,
- Un engagement de se présenter aux assemblées et à voter à l'ensemble des décisions collectives de la Société dans le même sens que celui préalablement indiqué par à Monsieur Philippe GALLAND, afin de conserver une unité dans la stratégie de gestion de la Société LE BELIER et afin de préserver son intérêt social.

7. Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ou du directoire ainsi qu'à la modification des statuts de la société.

Cf Statuts de la société :

## **ARTICLE 12 - Conseil d'administration**

1 - Sauf dérogations légales, la Société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

2 - En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'assemblée générale ordinaire. Toutefois, en cas de fusion, des nominations d'administrateurs peuvent être effectuées par l'assemblée générale extraordinaire statuant sur l'opération.

3 - Chaque administrateur doit être, pendant toute la durée de ses fonctions, propriétaire d'au moins une action.

4 - La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'administrateur intéressé.

Les administrateurs sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

5 - Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 75 ans sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si cette proportion est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

6 - Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale administrateur met fin au mandat de son représentant permanent, elle doit notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, sa décision ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

7 - En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le Conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter l'effectif du Conseil. Ces nominations doivent intervenir obligatoirement dans les trois mois de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal.

Les nominations provisoires ainsi effectuées par le Conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis restent cependant valables.

Lorsque le nombre d'administrateurs devient inférieur au minimum légal, les administrateurs restant en fonctions doivent convoquer immédiatement l'assemblée ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

8 - Les administrateurs personnes physiques ne peuvent exercer simultanément dans plus de cinq conseils d'administration ou de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

9 - Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction. »

8. Les pouvoirs du conseil d'administration ou du directoire, en particulier l'émission ou le rachat d'actions : cf § ci-dessus « Programme de rachat d'actions ».
9. Les accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts : non applicable.
10. Les accords prévoyant des indemnités pour certains salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique : Cinq personnes sont concernées pour un montant total de 437 472 €. Ce montant couvre notamment Philippe DIZIER dont le contrat de travail est suspendu.

## **XXV - CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Nous allons maintenant vous donner lecture du rapport général de vos commissaires aux comptes et de leur rapport spécial sur les conventions visées aux articles L 225-38 et s. du Code du Commerce.

## **XXVI - JETONS DE PRESENCE**

Enfin, vous aurez à vous prononcer sur l'attribution de jetons de présence pour l'exercice 2008 à votre conseil d'administration.

## **AU TITRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

## **XXVII - AUTORISATION D'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL AU PROFIT DES SALARIES**

Eu égard aux dispositions de la loi sur l'Épargne Salariale n° 2001-152 du 19 février 2001, nous vous proposons de déléguer au Conseil d'administration tous pouvoirs, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6 et L 225-138-1 du Code de commerce, afin qu'il procède, en une ou plusieurs fois, dans les conditions prévues à l'article L. 3332-1 et suivants du Code du travail, à une augmentation du capital social en numéraire d'un montant nominal maximum de 100 000 euros en nominal réservée aux salariés de la Société adhérant au plan d'épargne d'entreprise.

La présente autorisation serait consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de la décision de l'assemblée.

Le prix de souscription des actions sera fixé conformément aux dispositions de l'article L. 3332-19 du Code du travail.

Enfin si vous votez cette autorisation d'augmentation de capital, il vous appartiendra également de donner tous pouvoirs à votre conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour procéder aux opérations matérielles permettant de parvenir à sa réalisation.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

**Le Conseil d'administration**



 **Le Bélier**

**COMPTES CONSOLIDES  
31/12/2008**



# LE BELIER

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Normes IFRS - Par nature - En milliers d'euros

Rubriques	Notes	31/12/2008 (12 mois)	31/12/2007 (12 mois)
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	4.1.1; 5.1.1	<b>212 127</b>	<b>246 775</b>
Autres produits de l'activité		791	958
<b>PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>		<b>212 918</b>	<b>247 733</b>
Achats consommés		-101 008	-126 610
Charges de personnel	4.1.2	-41 875	-47 399
Charges externes		-42 217	-49 906
Impôts et taxes		-3 292	-4 076
Dotations nettes aux amortissements et depréc. s/immobilisation	4.1.4	-16 622	-18 858
Dotations nettes aux provisions	4.1.4	1 500	-394
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		-3 894	2 397
Autres produits et charges d'exploitation		-1 020	139
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>4 490</b>	<b>3 026</b>
Autres produits et charges opérationnels	4.1.5	-7 195	-4 453
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>-2 705</b>	<b>-1 427</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	4.1.6	586	707
Coût de l'endettement financier brut	4.1.6	-5 007	-4 835
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>		<b>-4 421</b>	<b>-4 128</b>
Autres produits et charges financiers	4.1.6	-3 131	-243
Charge d'impôt	4.1.7	-1 912	-1 068
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>		<b>-12 169</b>	<b>-6 866</b>
Résultat net d'impôt des activités abandonnées.			
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>-12 169</b>	<b>-6 866</b>
Part du groupe		-12 169	-6 866
Intérêts minoritaires			
<b>Résultat net par action</b>	4.1.8	<b>-2,79</b>	<b>-1,57</b>
<b>Résultat net dilué par action</b>	4.1.8	<b>-2,79</b>	<b>-1,57</b>

**LE BELIER**  
**BILAN CONSOLIDE normes IFRS - En milliers d'euros**

<b>ACTIF</b>	Notes	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2007</b>
<b>ACTIFS NON-COURANTS</b>			
Goodwill	4.2.1	550	550
Autres immobilisations incorporelles	4.2.2; 4.2.3	2 698	2 251
Immobilisations corporelles	4.2.2; 4.2.3; 4.2.4	69 755	81 231
<i>dont Terrains</i>		3 109	3 116
<i>dont Constructions</i>		21 015	22 471
<i>dont Matériel industriel</i>		39 422	46 808
<i>dont autres immobilisations corporelles</i>		6 209	8 836
Participations entreprises associées		0	
Titres disponibles à la vente		0	
Autres actifs financiers non courants		76	377
Actifs d'impôts différés	4.2.12	571	386
		<b>73 650</b>	<b>84 795</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>			
Stocks et en-cours	4.2.5; 4.2.8	21 774	30 686
Clients et comptes rattachés	4.2.6; 4.2.8	30 202	48 762
Autres actifs courants	4.2.7	9 509	15 776
Actif d'impôt courant		1 294	899
Trésorerie et équivalent de trésorerie	4.2.9	8 488	19 246
Instruments financiers actifs	4.2.9	81	199
Actifs destinés à être cédés	4.2.2	851	
		<b>72 199</b>	<b>115 568</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>145 849</b>	<b>200 363</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
	4.2.10		
Capital émis		6 632	6 632
Primes		14 726	14 726
Reserves		21 803	29 885
Ecart de conversion		-5 910	-1 874
Titres en auto-contrôle		0	
Résultat de l'exercice		-12 169	-6 866
Interêts minoritaires			
		<b>25 082</b>	<b>42 503</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>			
Dettes financières à long terme	4.2.11	36 368	44 758
Passif d'impôts différés	4.2.12	1 128	1 288
Provisions - non courantes	4.2.13; 4.2.14	1 589	2 719
Autres passifs non courants	4.2.15	710	1 180
		<b>39 795</b>	<b>49 945</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>			
Dettes financières court terme	4.2.17	11 525	14 611
Part courante des dettes financières à long terme	4.2.11	27 508	30 012
Passif d'impôt courants		0	0
Provisions - courantes	4.2.13	4 158	1 536
Instruments financiers passifs	4.2.17	1 404	3 520
Fournisseurs et comptes rattachés	4.2.16	25 491	41 307
Autres passifs courants	4.2.16	10 886	16 929
Passifs concernant des actifs destinés à être cédés			
		<b>80 972</b>	<b>107 915</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>145 849</b>	<b>200 363</b>



**LE BELIER**

**VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS IFRS - En milliers d'euros**

	Capital	Primes	Réserves et résultats consolidés	Ecart de conversion	Autres produits et charges enregistrés directement en capitaux propres	Contribution groupe	Intérêts hors groupe	Total
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2006</b>	<b>6 632</b>	<b>14 726</b>	<b>29 581</b>	<b>311</b>	<b>240</b>	<b>51 490</b>	<b>0</b>	<b>51 490</b>
Ecart actuariel					24	24		24
Ecart de conversion				-2 185		-2 185		-2 185
Variation de valeur d'instruments financiers					50	50		50
Sous total produits et charges enregistrés directement en capitaux propres	0	0	0	-2 185	74	-2 111	0	-2 111
Résultat 2007			-6 866			-6 866		-6 866
Total produits et charges comptabilisés	0	0	-6 866	-2 185	74	-8 977	0	-8 977
Dividendes versés						0		0
Autres variations			-10			-10		-10
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2007</b>	<b>6 632</b>	<b>14 726</b>	<b>22 705</b>	<b>-1 874</b>	<b>314</b>	<b>42 503</b>	<b>0</b>	<b>42 503</b>
Ecart actuariel					9	9		9
Ecart de conversion				-4 036		-4 036		-4 036
Variation de valeur d'instruments financiers					-1 234	-1 234		-1 234
Sous total produits et charges enregistrés directement en capitaux propres	0	0	0	-4 036	-1 225	-5 261	0	-5 261
Résultat 2008			-12 169			-12 169		-12 169
Total produits et charges comptabilisés	0	0	-12 169	-4 036	-1 225	-17 430	0	-17 430
Dividendes versés						0		0
Autres variations			9			9		9
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2008</b>	<b>6 632</b>	<b>14 726</b>	<b>10 545</b>	<b>-5 910</b>	<b>-911</b>	<b>25 082</b>	<b>0</b>	<b>25 082</b>

## LE BELIER

### TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE - En milliers d'euros

	2 008	2 007
<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Résultat net consolidé	-12 169	-6 866
Elimination des transactions sans incidence sur la trésorerie		
Amortissements et provisions	18 878	19 944
Neutralisation plan social Italie (1)		313
Neutralisation change latent lié aux variations de juste valeur des instruments financiers et aux variations de change	3 601	
Variation des impôts différés	18	-637
Reprise de subvention d'investissement	-444	-701
Plus et moins values de cession d'immobilisations	248	80
Part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées		
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>10 132</b>	<b>12 133</b>
Incidence de la variation des décalages de trésorerie		
Variation du besoin en fond de roulement	8 142	-2 901
<b>Flux de trésorerie provenant de (affecté à) l'exploitation (A)</b>	<b>18 274</b>	<b>9 232</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Décaissement provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-12 350	-17 677
Encaissements résultant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	153	2 151
Variations des immobilisations financières	-52	69
Subventions d'investissements reçues		
Trésorerie nette affectée aux acquisitions et cessions de filiales (variation de périmètre)		
<b>Flux de trésorerie provenant des (affecté aux) opérations d'investissements (B)</b>	<b>-12 249</b>	<b>-15 457</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Sommes reçues des actionnaires suite à une augmentation de capital		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Encaissements / Remboursements d'emprunts	-13 962	581
Avances reçues des tiers		
<b>Flux de trésorerie provenant des (affecté aux) opérations de financement (C)</b>	<b>-13 962</b>	<b>581</b>
<b>OPERATIONS DE CHANGEMENT DE PERIMETRE</b>		
Incidence du changement de périmètre (E)		
Incidence des variations nettes de taux de change - écart de conversion (D)	265	-16
<b>Variation de trésorerie nette (A+B+C+D+E)</b>	<b>-7 672</b>	<b>-5 660</b>
Trésorerie à l'ouverture (F)	4 635	10 295
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>-3 037</b>	<b>4 635</b>

NOTES ANNEXES  
AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

AU 31 DECEMBRE 2008

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES .....</b>	<b>9</b>
1.1.	ARRETE DES COMPTES .....	9
1.2.	BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES .....	9
1.2.1.	<i>Déclaration de conformité .....</i>	9
1.2.2.	<i>Méthode de consolidation .....</i>	9
1.2.3.	<i>Date de clôture.....</i>	9
1.2.4.	<i>Jugements et estimations .....</i>	9
1.3.	CHANGEMENTS COMPTABLES .....	10
1.3.1.	<i>Changement de méthodes comptables .....</i>	10
1.3.2.	<i>Changement d'estimations comptables .....</i>	10
1.4.	RESUME DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES .....	11
1.4.1.	<i>Présentation du bilan .....</i>	11
1.4.2.	<i>Immobilisations .....</i>	11
<b>2.</b>	<b>PERIMETRE DE CONSOLIDATION .....</b>	<b>17</b>
2.1.	LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDEES.....	17
2.2.	VARIATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION .....	18
2.3.	ENTREPRISES NON CONSOLIDEES .....	18
<b>3.</b>	<b>FAITS SIGNIFICATIFS .....</b>	<b>18</b>
<b>4.</b>	<b>NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES .....</b>	<b>19</b>
4.1.	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE .....	19
4.1.1.	<i>Chiffre d'affaires consolidé.....</i>	19
4.1.2.	<i>Charges de personnel et effectifs des sociétés consolidées .....</i>	19
4.1.3.	<i>Frais de recherche et développement .....</i>	20
4.1.4.	<i>Dotations nettes .....</i>	20
4.1.5.	<i>Autres produits et charges opérationnels .....</i>	20
4.1.6.	<i>Résultat financier .....</i>	21
4.1.7.	<i>Charge d'impôts .....</i>	21
4.1.8.	<i>Résultat par action .....</i>	22
4.2.	BILAN CONSOLIDE .....	23
4.2.1.	<i>Goodwill.....</i>	23
4.2.2.	<i>Immobilisations brutes incorporelles et corporelles (hors goodwill).....</i>	23
4.2.3.	<i>Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles (hors goodwill) .....</i>	25
4.2.4.	<i>Ventilation des immobilisations corporelles nettes par zone géographique .....</i>	26
4.2.5.	<i>Stocks et en-cours .....</i>	27
4.2.6.	<i>Clients et comptes rattachés.....</i>	27
4.2.7.	<i>Actifs courants d'exploitation.....</i>	27
4.2.8.	<i>Variation des dépréciations d'actifs .....</i>	28
4.2.9.	<i>Trésorerie et équivalent de trésorerie .....</i>	28
4.2.10.	<i>Capitaux propres.....</i>	29
4.2.11.	<i>Emprunts et dettes financières long terme .....</i>	30
4.2.12.	<i>Actif et passif d'impôts différés .....</i>	32
4.2.13.	<i>Provisions.....</i>	33
4.2.14.	<i>Avantages au personnel .....</i>	33
4.2.15.	<i>Autres passifs non courants : Subventions d'investissement.....</i>	35
4.2.16.	<i>Passif courant d'exploitation .....</i>	36
4.2.17.	<i>Passifs courants de financement (moins d'un an) .....</i>	36
<b>5.</b>	<b>INFORMATIONS DIVERSES .....</b>	<b>37</b>
5.1.	INFORMATION SECTORIELLE .....	37
5.1.1.	<i>Par secteur géographique.....</i>	37
5.1.2.	<i>Par secteur d'activité.....</i>	38

5.2.	OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS .....	39
	5.2.1. <i>Instruments de couverture et de change</i> .....	39
5.3.	ELEMENTS DE COMPARAISON.....	39
5.4.	ENGAGEMENTS HORS BILAN EN KEUR.....	40
5.5.	INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES .....	40
5.6.	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	41
5.7.	OBJECTIFS ET POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS.....	41
	5.7.1. <i>Risque de taux et de change</i> .....	41
	5.7.2. <i>Risque de liquidité</i> .....	42
	5.7.3. <i>Risque de crédit</i> .....	42
5.8.	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE .....	42

## **1. Principes et méthodes comptables**

### **1.1. ARRETE DES COMPTES**

Les comptes consolidés au 31 décembre 2008 ont été arrêtés définitivement par le conseil d'administration du Bélier du 10 avril 2009.

### **1.2. BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

#### **1.2.1. Déclaration de conformité**

Les comptes consolidés de l'exercice 2008 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) adoptées au niveau européen, en application du règlement 1606/2002 du Conseil européen du 19 juillet 2002.

#### **1.2.2. Méthode de consolidation**

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

#### **1.2.3. Date de clôture**

Toutes les sociétés consolidées ont clôturé leurs comptes au 31 décembre 2008.

#### **1.2.4. Jugements et estimations**

La préparation des états financiers du Groupe requiert de la part du management le recours, à des jugements, estimations et hypothèses, qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ceci concerne notamment les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur; l'évaluation des engagements de retraite, l'évaluation des provisions (restructuration notamment), les durées d'utilisation des immobilisations, les impôts différés, les engagements.

Ces estimations sont établies en fonction des informations disponibles lors de la préparation des comptes. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les éléments réels peuvent différer des estimés comptabilisés.

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, concernent notamment les dépréciations d'actifs non financiers, les actifs d'impôts différés et les provisions pour risques et charges (cf. infra).

L'exercice 2008 a été marqué par une crise économique mondiale qui a lourdement affecté le secteur automobile. La quasi-totalité des marchés du Groupe a connu une chute brutale essentiellement à partir de la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2008. L'ampleur et la durée de cette crise au-delà du 31 décembre 2008 sont difficiles à anticiper. Le Groupe prévoit cependant une année 2009 au même niveau de repli que celui constaté au dernier trimestre 2008.

Les comptes consolidés de l'exercice 2008 ont été établis dans ce contexte d'incertitudes tant sur le niveau d'activité que sur le financement. La convention de continuité d'exploitation sous jacente à l'élaboration des comptes se fonde sur des hypothèses structurantes en vue de disposer des ressources financières suffisantes pour faire face à ses engagements à 12 mois. Celles-ci sont décrites au paragraphe 5.7.2.

### **1.3. CHANGEMENTS COMPTABLES**

#### **1.3.1. Changement de méthodes comptables**

Les principes comptables utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels sont en accord avec ceux utilisés dans la préparation des états financiers annuels du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 à l'exception des points suivants :

a) En application d'IAS1 - Présentation des Etats Financiers, les dettes financières soumises à des covenants et pour lesquelles les ratios financiers ne sont pas respectés ont été reclassés du poste « Dettes financières à long terme » au poste « Part courante des dettes financières à long terme » au passif du bilan. Ceci a conduit à reclasser en passif courant un montant de 9 924 K€ au 31 décembre 2007. Les dettes financières classées en passif courant pour les mêmes raisons s'élèvent à 6 960 K€ au 31 décembre 2008.

b) Au 1<sup>er</sup> janvier 2008, le Groupe a adopté les nouvelles normes et amendements IFRS ainsi que les nouvelles interprétations IFRIC présentées ci-dessous.

- IFRIC 11 IFRS 2 – Actions Propres et Transactions Intra-groupe
- IFRIC 12 – Contrats de Concessions de Services
- IFRIC 14 IAS 19 – Actifs de régimes à prestations définies et obligations de financement minimum

L'adoption de ces normes et interprétations n'a pas eu d'impact sur la performance ou la situation financière du Groupe.

#### *Textes ou projets de normes en cours pouvant faire l'objet d'une application anticipée*

Les états financiers de Le Bélier au 31 décembre 2008 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 31 décembre 2008 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2009. Ainsi Le Bélier n'a pas appliqué par anticipation les normes d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 :

- IFRS 8 "Secteurs opérationnels"
- IAS 23 « Coûts d'emprunts » (Révisée)
- IFRS 2 « Paiement fondé sur des Actions » (Révisée)

#### **1.3.2. Changement d'estimations comptables**

En raison du contexte économique dégradé et l'impact très significatif sur le secteur de l'automobile, les volumes de production ont décliné de manière significative sur le 2<sup>e</sup> semestre de l'exercice. Le Groupe a ainsi procédé à une analyse approfondie de la valeur de ses actifs industriels, de leur utilisation lors du second semestre 2008 et de leurs perspectives d'utilisation sur les années suivantes.

En conséquence, le Groupe a :

- Procédé à des dépréciations d'actifs à hauteur de 706 K€ sur les immobilisations qui n'ont pas de perspectives d'utilisation suffisantes ;
- Réestimé le plan d'amortissement de certains matériels industriels dont l'utilisation se trouve prolongée du fait d'une chute de la production en 2008 engendrant une diminution du rythme de consommations des avantages économiques attendus.

Ainsi, du fait d'une baisse de production sur le second semestre 2008 comprise entre 20% et 30% sur certains sites par rapport à la capacité normale, il a été considéré que certains matériels contribueraient sur une durée plus longue à fournir des avantages économiques futurs, et donc que leurs durées d'amortissement devaient être adaptées à ce nouveau contexte. Cet allongement des durées d'amortissement impacte favorablement le résultat opérationnel de 1 238 K€, ramenant ainsi la charge d'amortissement de l'exercice à 16 676 K€.

## **1.4. RESUME DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES**

### **1.4.1. Présentation du bilan**

Conformément à la norme IAS 1 (Présentation des états financiers), le bilan présente distinctement les actifs et les passifs courants des actifs et passifs non courants. Les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation ainsi que ceux dont la maturité est inférieure à douze mois à la date de la clôture sont classés en courants, les autres en non courants.

### **1.4.2. Immobilisations**

#### **1.4.2.1. Immobilisations incorporelles**

Seuls les actifs incorporels répondant à la définition de la norme IAS 38 sont maintenus au bilan. Le poste « Autres immobilisations incorporelles » concerne principalement des logiciels acquis ou développés en interne et des coûts de recherche et développement.

Les frais de recherche et les frais de développement sont enregistrés en charges de l'exercice sur lequel ils sont encourus. Les dépenses de développement engagées sur la base d'un projet individuel sont comptabilisées en actif incorporel lorsque le Groupe peut démontrer :

- La faisabilité technique de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente
- Son intention d'achever cet actif et sa capacité à l'utiliser ou à le vendre ;
- Le fait que cet actif génèrera des avantages économiques futurs ;
- L'existence de ressources disponibles pour achever le développement de l'actif ; et
- Sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses engagées au titre du projet de développement.

Après leur comptabilisation initiale en qualité d'actif, les dépenses de développement sont évaluées en utilisant le modèle du coût, c'est-à-dire au coût diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est achevé et que l'actif est prêt à être mis en service. Il est amorti linéairement sur la période, n'excédant pas 5 ans, au cours de laquelle sont attendus les avantages économiques liés au projet.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, qui ne dépasse pas 5 ans.

Le groupe ne dispose pas de fonds de commerce issus de regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004, ni de frais d'établissement, ni de marque.

#### **1.4.2.2. Immobilisations corporelles**

Conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « première application des normes IFRS », le Groupe a choisi de réévaluer à leur juste valeur présumée correspondre au nouveau coût historique amorti certaines catégories d'immobilisations corporelles dans le bilan d'ouverture du 1<sup>er</sup> janvier 2004.



Ces réévaluations se sont appuyées sur l'expertise d'un cabinet indépendant. Elles ont porté sur tous les actifs faisant l'objet d'une approche par composant, et sur l'immobilier, lui-même approché par composant, excepté sur les actifs de Chine et de Serbie, non significatifs à l'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2004 en terme de valeur d'immobilisation.

La valeur brute des immobilisations correspond à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production comprenant les charges directes et indirectes de production sur la base de l'activité normale. Ce coût comprend notamment les droits de mutations, honoraires, commissions et frais d'actes attribuables à l'acquisition ou la construction des actifs.

Les coûts d'emprunts sont exclus du coût d'entrée des immobilisations.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition et sous déduction éventuelle d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode d'amortissement linéaire est retenu.

Le Groupe procède annuellement à la révision des plans d'amortissement en fonction des durées d'utilité effectives de ses actifs corporels.

Par ailleurs, le Groupe a analysé l'ensemble de ses processus industriels et a isolé parmi les équipements industriels les composants majeurs devant faire l'objet d'un plan d'amortissement spécifique.

Principales durée d'amortissement et méthodes	Durée	Amortissement Economique
Frais recherche-développement	5 ans	Linéaire
Concessions – brevets – licences	5 ans	Linéaire
Sauf logiciel standards et spécifiques	3 ans	Linéaire
Constructions –Aménagements bâtiments Géré en composants	25 ans	Linéaire
- Gros œuvre	40 ans	Linéaire
- Couverture	25 ans	Linéaire
- Réseaux IGT	15 ans	Linéaire
- Aménagements intérieurs	20 ans	Linéaire
Rénovation de bâtiments anciens	15 ans	Linéaire
Matériel industriel, cas général	6 ans 2/3	Linéaire
Sauf matériel industriel géré par composants	5 à 15 ans (fonction des composants)	Linéaire
Moules de productivité	3 ans	
Matériel de transport	5 ans	Linéaire
Autres immo. corporelles non industrielles	4 ans	Linéaire
Matériel informatique	2 ans	Linéaire

Les biens financés par location financière sont comptabilisés en immobilisations à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens.

Conformément à la norme IAS 17, les critères d'appréciation des contrats sont :

- le rapport entre les durées d'utilité des biens pris en location et la durée du contrat,
- la comparaison entre les paiements futurs et la juste valeur du bien,
- l'existence d'une clause de transfert de propriété ou d'option d'achat,
- le caractère spécifique de l'actif.

Les immobilisations significatives cédées dans le cadre d'un contrat de lease-back sont conservées à l'actif pour leur valeur d'origine et continuent d'être amorties. Les engagements correspondants à l'égard des bailleurs sont comptabilisés en dettes financières. Les redevances sont ventilées en remboursements de dettes et en coût de l'endettement financier.

#### **1.4.2.3. Dépréciation des actifs**

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture.

La notion de perte de valeur des actifs s'applique, conformément aux normes IFRS, au concept des unités génératrices de trésorerie (UGT). Les UGT du Groupe Le Bélier sont basées sur l'organisation opérationnelle par activité. Elles représentent les plus petits groupes d'actifs dont l'utilisation continue génère des cash-flows largement indépendants de ceux générés par d'autres groupes d'actifs.

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou des circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des UGT, incluant les goodwill. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe.

Les tests de dépréciation sont réalisés par actif ou par groupe d'actifs en comparant leur valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La perte de valeur peut faire l'objet d'une reprise dans la limite de la valeur comptable qui aurait été celle du bien en l'absence de toute constatation de perte de valeur sur les exercices précédents.

#### **1.4.2.4. Stocks**

En application de la norme IAS 2, les stocks sont évalués au plus bas de leur coût ou de leur valeur nette de réalisation.

- Les marchandises et les approvisionnements sont évalués à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais accessoires,
- Les produits et travaux en cours sont évalués à leur coût de fabrication comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production sur la base de l'activité normale,
- Concernant les produits finis, les en-cours d'outillages et les en-cours de pièces : la valorisation est déterminée soit au prix de revient soit à la valeur réalisable, lorsque celle-ci lui est inférieure.

Les principes appliqués en matière de dépréciation sont les suivants :

Pour les matières premières, fournitures, matières consommables, emballages, et produits finis : une dépréciation est constituée qui tient compte d'une possible valeur nette de réalisation, ou à défaut, de critères de rotation lente.

### **1.4.2.5. Actifs et passifs financiers – Instruments financiers**

#### 1.4.2.5.1. Actifs financiers

Les actifs financiers inclus dans le champ d'application d'IAS 39 sont classés, selon le cas, en actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat, en prêts et créances, en placements détenus jusqu'à leur échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente.

Le Groupe détermine la classification de ses actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale et, lorsque cela est autorisé et approprié, revoit cette classification à chaque clôture annuelle.

Le Groupe ne possède pas de placements détenus jusqu'à leur échéance ni d'actifs financiers disponibles à la vente.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur.

#### *Créances*

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée, cas par cas, lorsque la créance présente des risques d'irrecouvrabilité.

Les encours de financement des créances commerciales sont inclus dans le poste clients avec pour contrepartie une dette financière en concours bancaires courants.

#### 1.4.2.5.2. Emprunts bancaires

Tous les emprunts sont initialement enregistrés à la juste valeur, diminuée des coûts de transaction directement imputables, et n'ont pas été désignés comme des passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les profits et pertes sont enregistrés en résultat lorsque les dettes sont décomptabilisées, ainsi qu'au travers du mécanisme du coût amorti.

#### 1.4.2.5.3. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les valeurs mobilières de placement facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont évaluées à leur juste valeur en date de clôture.

#### 1.4.2.5.4. Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme et de swaps de taux d'intérêt et de devises pour se couvrir contre les risques associés aux taux d'intérêts et à la fluctuation des cours des monnaies étrangères. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur dès que le contrat est négocié et sont ultérieurement évalués à la juste valeur.

Les dérivés sont comptabilisés en tant qu'actifs financiers lorsque la juste valeur est positive et en tant que passifs financiers lorsque la juste valeur est négative.

La juste valeur des contrats de change à terme résulte de la différence entre le cours de change à terme et le taux du contrat. Le cours de change à terme est calculé par référence aux cours actuels pour des contrats ayant des profils de maturité similaires. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt et de devises est déterminée par référence aux valeurs de marché d'instruments similaires.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées :

- soit de couvertures de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé,

- soit de couvertures de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui est attribuable à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé,

#### **Couverture de juste valeur :**

Les variations de juste valeur d'un dérivé qualifié de couverture de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables au risque couvert ajustent la valeur comptable de l'élément couvert et sont aussi comptabilisées en résultat.

#### **Couverture de flux de trésorerie :**

Le profit ou la perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé directement en capitaux propres, alors que la partie inefficace est comptabilisée en résultat.

#### **1.4.2.6. Opérations en devises**

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ».

En application de cette norme, les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les dettes et créances en devises sont valorisées au cours de la clôture de l'exercice et les écarts sont constatés directement en résultat financier.

La rubrique écarts de conversion est utilisée pour enregistrer les écarts de change provenant de la conversion des états financiers des filiales étrangères. Elle est également utilisée pour enregistrer les effets des investissements nets de ces activités à l'étranger.

#### **1.4.2.7. Impôts différés**

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » des impôts différés actifs ou passifs sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, selon la méthode du taux variable, au taux applicable le plus probable à la date du reversement.

Pour chaque entité fiscale,

- les impôts différés actifs et passifs sont compensés afin de constater une position nette.
- les actifs d'impôts différés sur différences temporaires ou sur déficits reportables ne sont pas constatés au-delà des impôts différés nets passifs, lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

#### **1.4.2.8. Subventions d'investissements**

Le groupe peut bénéficier de subventions d'investissements dans le cadre de ses activités.

Ces subventions sont comptabilisées pour leur valeur brute en autres passifs non courants.

La reprise en compte de résultat est faite selon le même rythme que celui des amortissements des équipements subventionnés, en autres produits de l'activité.

#### **1.4.2.9. Provisions et passifs à plus d'un an**

Des provisions sont comptabilisées dès lors qu'à la clôture d'un exercice, il existe pour le Groupe une obligation actuelle résultant d'événements passés dont il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources dans des délais ou pour des montants encore incertains à la date d'arrêté des comptes.

#### **1.4.2.10. Avantages au personnel**

L'application de la norme IAS 19 relative aux avantages au personnel entraîne la comptabilisation de l'ensemble des avantages au personnel identifiés, notamment indemnités de départ en retraite et clauses parachute.

Ces avantages au personnel font l'objet d'une évaluation actuarielle annuelle qui repose sur :

- des hypothèses en matière d'inflation, de hausse des salaires, de rendement des actifs ou de taux utilisés pour actualiser les obligations, hypothèses qui évoluent d'une année par rapport à l'autre ;
- les écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité.

Les montants bruts de ces avantages sont enregistrés au bilan en provisions à long terme, les variations de l'exercice sont comptabilisées au compte de résultat en « dotations nettes aux provisions » d'une part, et en « autres produits et charges financières » d'autre part pour le montant correspondant au coût financier, à l'exception des écarts actuariels sur indemnités de retraite qui sont comptabilisés en capitaux propres.

#### **1.4.2.11. Rémunérations à base d'actions**

En ce qui concerne les stock options, la norme IFRS 2 prévoit, entre autres, la comptabilisation en charges de personnel des avantages liés aux plans de stock options accordés postérieurement au 7 novembre 2002. Aucun plan n'a été accordé postérieurement à cette date.

#### **1.4.2.12. Produits**

Pour les pièces, les produits sont constatés à la livraison, ou bien à la consommation dans les cas des stocks dépôt-consignation.

Pour les outillages, les produits sont enregistrés à l'acceptation des pièces-type par le client.

Ces produits sont enregistrés en chiffre d'affaires.

#### **1.4.2.13. Autres produits et charges opérationnels**

A ce poste sont comptabilisés des produits ou charges de nature non récurrente et d'un montant significatif comme les frais de restructuration.

#### **1.4.2.14. Résultat par action**

Le résultat net par action est déterminé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions sur la période.

Le résultat net dilué par action est déterminé en divisant le résultat net part du groupe par la somme du nombre moyen pondéré d'actions sur la période et du nombre total d'instruments dilutifs (stocks options).

#### **1.4.2.15. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une durée initiale inférieure ou égale à 3 mois.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants.

## 2. Périmètre de consolidation

### 2.1. LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDEES

Entreprises (Activité)	Abré- viation	Siège	n° Siret	% de Contrôle	% d'intérêt du groupe
Le Bélier (Holding)		Plantier de la Reine - Vérac (33) France	39362977900017	100%	100%
Fonderies et Ateliers du Bélier (Fonderie d'alliages légers)	FAB	Vérac (33) France	59615014400019	100%	100%
Le Bélier Dalian (Fonderie d'alliages légers)	LBD	Dalian - Chine	Etrangère	100%	100%
BMP Manfredonia S.p.A. (Fonderie d'alliages légers)	BMP	Manfredonia - Italie	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Hongrie (Fonderie d'alliages légers)	LBH	Ajka - Hongrie	Etrangère	100%	100%
BS Hungary Machining Ltd (Usinage)	BSM	Szolnok - Hongrie	Etrangère	100%	100%
LBQ Foudnry S.A. de C.V. (Fonderie d'alliages légers)	LBQ	Quérétaro - Mexique	Etrangère	100%	100%
BQ Maching S.A. de C.V. (Usinage)	BQM	Quérétaro - Mexique	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Kikinda (Fonderies d'alliages légers)	LBK	Kikinda- Serbie	Etrangère	100%	100%
LBO (Location machines)	LBO	Plantier de la Reine - Vérac (33) France	40307761300012	100%	100%
SCI du Plantier de la Reine (Location immobilière)	SCI	Plantier de la Reine - Vérac (33) France	41173559000019	100%	100%

- LE BELIER a une activité de Holding active rendant des prestations de services au profit du Groupe.

- Les autres filiales consolidées ont une activité de fabrication de pièces en aluminium destinées aux équipementiers et constructeurs de moyens de transport, à l'exception de LBO qui a une activité de location de machines, d'une société immobilière et d'une société de commercialisation.

La sarl LBO a pour objet de financer en général en crédit bail des investissements réalisés dans le cadre de contrats pluriannuels de fourniture de pièces usinées (marchés dits adossés). Selon les termes des contrats, les clients pour lesquels ces investissements sont réalisés par le Groupe (investissements pour le compte de clients) ont la charge intégrale et définitive du coût des investissements majoré des dépenses de possession, d'exploitation et de maintenance, et cela, indépendamment du nombre de pièces produites sur la durée du contrat.

La société LBO est intégrée à 100% en consolidation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

La société SCI du Plantier de la Reine a pour objet de louer des immeubles aux sociétés françaises.

La société Le Bélier Commercialisation qui avait pour objet la commercialisation de pièces de fonderie en alliage d'aluminium usinées ou non, a été dissoute le 24/11/2008 par Transmission Universelle de Patrimoine à la Holding LE BELIER.

## **2.2. VARIATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION**

Aucune variation du périmètre de consolidation au 31 décembre 2008.

## **2.3. ENTREPRISES NON CONSOLIDEES**

Néant.

## **3. Faits significatifs**

Durant l'exercice, les principaux faits marquants sont liés au contexte économique dégradé qui a nécessité diverses mesures d'adaptation :

Ainsi, le groupe a opéré des réductions d'effectifs notamment en Hongrie, Mexique et Serbie pour un coût global de 1 464 K€.

En France, le Groupe a mis en œuvre à partir d'octobre 2008 une GPEC (Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences) dans le cadre de la restructuration du groupe. A ce titre, une provision a été comptabilisée pour 3 062 K€ en « Autres charges opérationnelles » à partir des estimations en matière du nombre anticipé de personnes susceptibles de rentrer dans ce système et du coût moyen par personne induit par ce dispositif.

Au premier trimestre 2009, les coûts engagés s'élèvent à 437 K€.

En Italie, le Groupe a décidé de l'arrêt définitif de l'activité du site italien fin mai 2008 et du départ des 55 personnes restantes pour un coût de 2 115 K€.

La majorité des stocks et des matériels a été transférée sur d'autres filiales du groupe (en particulier Hongrie et Serbie).

Le bâtiment a été mis en vente et est comptabilisé par 851 K€ en actif destiné à la vente.

La filiale a été mise en liquidation amiable en décembre 2008.

## 4. Notes annexes aux états financiers consolidés

Tous les montants sont indiqués en milliers d'euros (KEUR).

### 4.1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

#### 4.1.1. Chiffre d'affaires consolidé

##### 4.1.1.1. Par zone géographique de production

Détail par zone	TOTAL au 31/12/2008	TOTAL au 31/12/2007	Variation
France	34 605	47 123	-26,6%
Europe Ouest	2 595	17 073	-84,8%
Europe Est	133 134	131 164	1,5%
Sous-Total Europe	170 334	195 360	-12,8%
Amérique	30 152	42 062	-28,3%
Asie	11 641	9 353	24,5%
Sous-Total Hors Europe	41 793	51 415	-18,7%
<b>Total général</b>	<b>212 127</b>	<b>246 775</b>	<b>-14,0%</b>

##### 4.1.1.2. Par activités

	31/12/2008	31/12/2007	Variation
Fonderies	169 075	202 516	-16,5%
Usinage	25 698	22 959	11,9%
Fabrication outillages	10 755	11 075	-2,9%
Autres (1)	6 599	10 225	-35,5%
<b>Total</b>	<b>212 127</b>	<b>246 775</b>	<b>-14,0%</b>

(1) Prestations de services, et conformément aux usages de la profession, coûts des investissements sur marchés adossés facturés aux clients.

#### 4.1.2. Charges de personnel et effectifs des sociétés consolidées

- Charges de personnel

en KEUR	31/12/2008	31/12/2007
Salaires	28 889	33 683
Charges sociales	12 986	13 716
<b>s/t Charges de personnel</b>	<b>41 875</b>	<b>47 399</b>



- Effectifs (y compris intérimaires)

	Fin de période		Moyen	
	31/12/2008	31/12/2007	2008	2007
Main d'œuvre directe	1 382	1 815	1 896	1 894
Main d'œuvre indirecte	535	964	714	995
Main d'œuvre structure	257	286	285	300
<b>Total</b>	<b>2 174</b>	<b>3 065</b>	<b>2 895</b>	<b>3 189</b>

#### 4.1.3. Frais de recherche et développement

En 2008, le montant des frais de recherche et développement directement enregistrés en résultat dans le poste charges externes s'élève à 0, contre 905 en 2007, suite à l'aboutissement du projet concerné.

#### 4.1.4. Dotations nettes

Ce poste s'analyse de la façon suivante :

	31/12/2008			31/12/2007
	Dotation	Reprise	Dot. Nettes	Rappel Dot. Nettes
Amortissement des immobilisations	16 676	0	16 676	19 192
Dépréciation immobilisations	0	-54	-54	-334
<b>s/t Dotations nettes aux amortissements dépréciation immobilisations</b>	16 676	-54	16 622	18 858
Provision pour dépréciation client	424	-981	-557	731
Provision pour risques et charges	414	-1 357	-943	-337
<b>s/t Dotations nettes aux provisions</b>	838	-2 338	-1 500	394

Remarque : les dépréciations nettes des stocks sont incluses,

- pour les stocks de matières et consommables, dans le poste « Achats consommés » pour -50,
- pour les stocks de produits en cours et finis, dans le poste « variation des stocks de produits encours et finis » pour 94.

#### 4.1.5. Autres produits et charges opérationnels

A ce poste sont comptabilisés les charges et produits relatifs aux plans de restructuration engagés depuis 2005 en France et en 2007 en Italie ainsi que les dotations et reprises d'amortissements et dépréciations d'actifs.

La chute brutale d'activité du secteur automobile au 2<sup>ème</sup> semestre 2008 a conduit le groupe à prendre sur l'exercice des mesures sévères de restructuration sur l'ensemble des sites, en terme d'ajustement des effectifs, ou de dépréciations d'actifs.

Ils se décomposent de la façon suivante :

	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Coût de restructuration	-4 800	-3 479
Dotations nettes aux provisions	-2 395	-974
<b>Autres produits et (charges) opérationnels</b>	<b>-7 195</b>	<b>-4 453</b>
dont France	-3 360	-309
dont Italie	-1 018	-4 144
dont Mexique	-1 085	
dont Europe de l'Est	-1 410	
dont Chine	-22	

#### 4.1.6. Résultat financier

	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	586	707
Coût de l'endettement financier brut	-5 007	-4 835
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-4 421</b>	<b>-4 128</b>
Gains de change	631	933
Pertes de change (1)	-3 809	-1 190
Dotations financières aux provisions	0	0
Autres produits ou (charges) financières	47	14
<b>Autres produits et charges financières</b>	<b>-3 131</b>	<b>-243</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>-7 552</b>	<b>-4 371</b>

(1) dont 2 488 K€ de pertes latentes portant sur les filiales mexicaines en raison de la dépréciation du pesos mexicain par rapport au dollar.

#### 4.1.7. Charge d'impôts

- Ventilation de l'impôt :

	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Charge impôt courant	-1 894	-1 705
Charge impôt différé	-18	637
<b>Total charge d'impôt</b>	<b>-1 912</b>	<b>-1 068</b>

- Renseignements sur les taux d'imposition :

	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Chine	25%	24%
Hongrie	20%	20%
France	33,33%	33,33%
Italie	33%	33%
Mexique	28%	28%
Serbie	10%	10%

- Preuve d'impôt : (charge - , produit +)

	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2007</b>
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur pour l'entreprise consolidante (33,33%)	3 419	1 933
Impact des différences d'imposition	-234	759
Déficits de l'exercice n'ayant pas donné lieu à impôt différé actif	-5 308	-3 980
Impact des charges et des produits définitivement non déductibles ou non imposables	211	220
<b>Charge d'impôt réelle</b>	<b>-1 912</b>	<b>-1 068</b>

#### 4.1.8. Résultat par action

	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Résultat net ( A )	-12 169	-6 866
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action ( B )	4 363 129	4 363 129
Nombre instruments dilutifs (options d'achat d'actions)	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté pour le résultat de base par action ( C )	4 363 129	4 363 129
Résultat net par action (en euro) (Ax1000/B)	-2,79	-1,57
Résultat net dilué par action (en euro) (A*1000/C)	-2,79	-1,57

## 4.2. BILAN CONSOLIDE

### 4.2.1. Goodwill

	31/12/2008	31/12/2007
Valeur brute	778	778
Perte de valeur (1)	-228	-228
Valeur nette	550	550
<u>Ventilation par entité</u>		
LBH	66	66
BSM	453	453
BMP	0	0
LBK	31	31
<b>TOTAL</b>	<b>550</b>	<b>550</b>

(1) Perte de valeur du goodwill de la société BMP

### 4.2.2. Immobilisations brutes incorporelles et corporelles (hors goodwill)

Immobilisations brutes au 31/12/07 :

Situations et mouvements de l'exercice	31/12/06	Reclas- sement	Impact écart de change	Acquisitions	Cessions	31/12/07
Frais de recherche (2)	721			356		1 077
Concessions, brevets et marques	3 650	159	-47	725	-81	4 406
Autres immobilisations incorporelles	226					226
Avances et acomptes	25			-25		0
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>4 622</b>	<b>159</b>	<b>-47</b>	<b>1 056</b>	<b>-81</b>	<b>5 709</b>
Terrains (1)	3 904	-159	-188		-325	3 232
Constructions, aménagements(1)	39 744		-637	1 868	-3 240	37 735
Installations techniques (1)	118 584	-3 334	-2 959	9 763	-1 680	120 374
Autres immobilisations corporelles	5 098	3 334	-49	639	-340	8 682
<i>s/total avant encours, avances et acomptes</i>	<i>167 330</i>	<i>-159</i>	<i>-3 833</i>	<i>12 270</i>	<i>-5 585</i>	<i>170 023</i>
Immobilisations en-cours	5 312		-191	4 220		9 341
Avances et acomptes	706			-403		303
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>173 348</b>	<b>-159</b>	<b>-4 024</b>	<b>16 087</b>	<b>-5 585</b>	<b>179 667</b>
<b>S/Total</b>	<b>177 970</b>	<b>0</b>	<b>-4 071</b>	<b>17 143</b>	<b>-5 666</b>	<b>185 376</b>

(1) y compris immobilisations financées en crédit-bail et locations financement pour un montant de 47 165 K€ à la clôture.

(2) Les acquisitions de 356 K€ portées en frais de recherche correspondent aux investissements réalisés dans le cadre de l'activité de rhéocasting.

Immobilisations brutes au 31/12/08 :

Situations et mouvements de l'exercice	31/12/07	Reclas- sement	Impact écart de change	Acquisitions	Cessions	Immobilisation destinée à la vente (2)	31/12/08
Frais de recherche (3)	1 077		-9	614			1 682
Concessions, brevets et marques	4 406	-158	-86	429	-166		4 425
Autres immobilisations incorporelles	226				-226		0
Avances et acomptes	0						0
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>5 709</b>	<b>-158</b>	<b>-95</b>	<b>1 043</b>	<b>-392</b>		<b>6 107</b>
Terrains (1)	3 232		-355	360			3 237
Constructions, aménagements(1)	37 735	158	-1 790	2 092	-108	-4 385	33 702
Installations techniques (1)	120 374	1 735	-7 018	9 255	-5 367		118 979
Autres immobilisations corporelles	8 682	-1 735	-197	774	-826		6 698
<i>s/total avant encours, avances et acomptes</i>	<i>170 023</i>	<i>158</i>	<i>-9 360</i>	<i>12 481</i>	<i>-6 301</i>	<i>-4 385</i>	<i>162 616</i>
Immobilisations en-cours	9 341		-357	-885			8 099
Avances et acomptes	303			-289			14
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>179 667</b>	<b>158</b>	<b>-9 717</b>	<b>11 307</b>	<b>-6 301</b>	<b>-4 385</b>	<b>170 729</b>
<b>S/Total</b>	<b>185 376</b>	<b>0</b>	<b>-9 812</b>	<b>12 350</b>	<b>-6 693</b>	<b>-4 385</b>	<b>176 836</b>

(1) y compris immobilisations en crédit-bail et locations financement pour un montant de 44 000 K€ à la clôture.

(2) Suite à l'arrêt de l'exploitation du site italien du Groupe en juin 2008, l'ensemble immobilier italien a été classé en actif destiné à la vente à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008, pour un montant de 851 K€ (soit 4 385 K€ de valeur brute et 3 534 K€ d'amortissement et perte de valeur).

(3) Les frais de recherche sont essentiellement liés au projet de rhéocasting toujours en phase de développement et non encore amorti. La phase de production et de commercialisation devrait démarrer au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009.

### 4.2.3. Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles (hors goodwill)

Amortissements au 31/12/2007

Situations et mouvements de l'exercice	31/12/06	Reclas- sement	Impact écart de change	Dotation amortis.	Reprise	Dotation provision dépreciation immobilis. (2)	Reprise provision dépreciation immobilis. (3)	31/12/07
Frais de recherche	-							-
Concessions, brevets et marques	2 459	-	27	822	- 23			3 231
Autres immobilisations incorporelles	222			4				226
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>2 681</b>	<b>-</b>	<b>- 27</b>	<b>826</b>	<b>- 23</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 457</b>
Terrains (1)	106			10				116
Constructions, aménagements (1)	13 248	-	116	2 498	- 1 377	1 399	- 388	15 264
Installation techniques / Out. compte propre (1)	66 270	- 2 444	- 1 170	12 482	- 2 000	428		73 566
Autres immobilisations corporelles	4 121	2 444	- 63	3 376	- 442	-		9 436
Immobilisations en-cours	-					54		54
Avances et acomptes	-							-
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>83 745</b>	<b>-</b>	<b>- 1 349</b>	<b>18 366</b>	<b>- 3 819</b>	<b>1 881</b>	<b>- 388</b>	<b>98 436</b>
<b>S/Total</b>	<b>86 426</b>	<b>-</b>	<b>- 1 376</b>	<b>19 192</b>	<b>- 3 842</b>	<b>1 881</b>	<b>- 388</b>	<b>101 893</b>

(1) y compris immobilisations financées par crédit bail et locations financement pour un montant de 28 667 K€ à la clôture.

(2) Une dépréciation a été comptabilisée sur la période au titre de l'IAS 36 sur les constructions en crédit bail pour un montant de 1 399 K€ et sur les matériels pour 428 K€ en Italie. Elle est enregistrée en « autres produits opérationnels » au compte de résultat.

(3) La dépréciation des bâtiments du site d'usinage hongrois, dotée en 2006, a été reprise intégralement suite à sa vente au mois de septembre 2007.

## Amortissements au 31/12/2008

Situations et mouvements de l'exercice	31/12/07	Reclas- sement	Impact écart de change	Dotation amortis.	Reprise	Dotation provision dépreciation immobilis. (2)	Reprise provision dépreciation immobilis. (3)	Amortissement immobilisation destinée à la vente (4)	31/12/08
Frais de recherche	-	-	1	20					19
Concessions, brevets et marques	3 231	- 29	- 79	435	- 168				3 390
Autres immobilisations incorporelles	226				- 226				-
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>3 457</b>	<b>- 29</b>	<b>- 80</b>	<b>455</b>	<b>- 394</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 409</b>
Terrains (1)	116			12					128
Constructions, aménagements (1)	15 264	29	- 501	1 526	- 97			- 3 534	12 687
Installation techniques / Out. compte propre (1)	73 566	1 616	- 4 161	12 763	- 4 505	706	- 428		79 557
Autres immobilisations corporelles	9 436	- 1 616	- 310	1 920	- 828				8 602
Immobilisations en-cours	54						- 54		-
Avances et acomptes	-								-
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>98 436</b>	<b>29</b>	<b>- 4 972</b>	<b>16 221</b>	<b>- 5 430</b>	<b>706</b>	<b>- 482</b>	<b>- 3 534</b>	<b>100 974</b>
<b>S/Total</b>	<b>101 893</b>	<b>-</b>	<b>- 5 052</b>	<b>16 676</b>	<b>- 5 824</b>	<b>706</b>	<b>- 482</b>	<b>- 3 534</b>	<b>104 383</b>

(1) y compris immobilisations financées par crédit bail et locations financement pour un montant de 30 432 K€ à la clôture.

(2) Une dépréciation a été comptabilisée sur la période au titre de l'IAS 36 sur les matériels industriels pour un montant de 706 K€. Ce montant est enregistré en « autres produits et charges opérationnels » au compte de résultat.

(3) La dépréciation des matériels en Italie dotée en 2007 a été reprise pour 428 K€ suite à la fermeture du site.

(4) Le bâtiment italien est présenté en actif destiné à la vente.

### 4.2.4. Ventilation des immobilisations corporelles nettes par zone géographique

	31/12/2008	31/12/2007
France	13 682	15 042
Italie	-	1 278
Hongrie	31 329	35 100
Serbie	7 840	7 181
<b>S/T Europe</b>	<b>52 851</b>	<b>58 601</b>
Chine	3 456	3 405
Mexique	13 448	19 225
<b>S/T hors Europe</b>	<b>16 904</b>	<b>22 630</b>
<b>Total</b>	<b>69 755</b>	<b>81 231</b>
dont financement en crédit bail ou location financière	13 568	17 099

#### 4.2.5. Stocks et en-cours

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Valeur brute	23 151	32 441
Provision pour dépréciation	-1 377	-1 755
<b>Valeur nette</b>	<b>21 774</b>	<b>30 686</b>

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Matières premières / approvisionnements	8 135	11 827
En cours de biens	3 587	5 699
Produits intermédiaires et finis	10 052	13 160
<b>Total stocks</b>	<b>21 774</b>	<b>30 686</b>

#### 4.2.6. Clients et comptes rattachés

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Clients	30 572	49 791
Valeur brute	30 572	49 791
Provision pour dépréciation	-370	-1 029
Valeur nette	30 202	48 762

Au 31 décembre, l'analyse des créances échues mais non dépréciées est résumée ci-après :

	Total	Non échues et non dépréciées	Echues et non dépréciées				
			< 30 jours	30 - 60 jours	60 - 90 jours	90 - 120 jours	> 120 jours
2008	30 202	24 823	885	1 339	546	588	2 021
2007	48 762	40 003	2 871	1 484	1 020	551	2 832

#### 4.2.7. Actifs courants d'exploitation

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
<b>Actif d'impôt courant (créance d'impôt exigible)</b>	<b>1 294</b>	<b>899</b>
Avances fournisseurs	332	572
Créances état, personnel, autres	7 931	13 678
Clients marchés adossés	839	839
Charges constatées d'avance	407	687
<b>Autres actifs courants</b>	<b>9 509</b>	<b>15 776</b>



Compte tenu des conditions financières des « marchés adossés », la créance résultant de l'engagement des clients de prendre en charge les coûts directs et indirects des investissements nécessaires à la réalisation des marchés est comptabilisée à l'actif; ce montant couvre, outre le capital des emprunts inscrits au passif l'ensemble des autres coûts de financement et l'ensemble des coûts liés au fonctionnement et à la maintenance de ces investissements sur la durée totale des contrats.

Cette créance est exigible au fur et à mesure des livraisons de pièces produites et est contractuellement soldée au plus tard à la fin du contrat quel que soit le nombre effectif de pièces produites et livrées.

La contrepartie est inscrite au passif en autres passifs courants (produits constatés d'avance) pour 839 K€.

#### 4.2.8. Variation des dépréciations d'actifs

Provisions pour dépréciation	Solde ouverture 31/12/07	Ecart de change	Dotations	Reprises	Solde clôture 31/12/08	Base brute	% Dép.
Sur goodwill	228				228	778	29,3%
Sur immobilisations incorporelles et corporelles	2 147	-35	706	-482	2 336	101 893	2,3%
Sur stocks et en-cours	1 755	-100	372	-652	1 375	23 151	5,9%
Sur comptes clients et créances	1 158	-16	424	-1 067	499	40 059	1,2%
<b>Total</b>	<b>5 288</b>	<b>-151</b>	<b>1 502</b>	<b>-2 201</b>	<b>4 438</b>		

Nous avons comptabilisé sur la période des dépréciations nettes d'actifs portés en « autres produits et charges opérationnels » dans le compte de résultat (voir 4.1.5) pour un montant de -44 K€ : immobilisations corporelles 278 K€, stocks -236 K€, comptes clients et créances -86 K€.

#### 4.2.9. Trésorerie et équivalent de trésorerie

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Valeurs mobilières de placement	441	425
Disponibilités	8 047	18 821
<b>Total</b>	<b>8 488</b>	<b>19 246</b>

- Evolution de la trésorerie nette:

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Disponibilités et VMP	8 488	19 246
Concours bancaires courants	-11 525	-14 611
<b>Trésorerie nette</b>	<b>-3 037</b>	<b>4 635</b>

- Instruments financiers actifs

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Instruments financiers actifs	81	199

#### **4.2.10. Capitaux propres**

##### **• Capital social**

Le capital est composé de 4 363 129 actions de 1,52 euros. Il n'y a pas eu de changement sur l'exercice, ni sur l'exercice précédent.

##### **• Option de souscription d'actions au profit des salariés :**

La société n'a pas mis en place de nouveau plan d'option de souscription d'actions depuis l'expiration des précédents au 30 juin 2005.

##### **• Autocontrôle :**

Le groupe ne détient aucune action de la société LE BELIER.

##### **• Dividendes payés et proposés**

Aucun dividende payé ni proposé en 2007 ni en 2008.

#### 4.2.11. Emprunts et dettes financières long terme

- Flux des dettes financières de l'exercice :

	31/12/2007	Ecart de change	Augment.	Diminut.	31/12/2008
<b><u>Dettes financières long terme</u></b>	<b>74 452</b>	<b>- 516</b>	<b>5 550</b>	<b>- 15 892</b>	<b>63 594</b>
- locations financières et crédit bail mobilier	6 296	-	317	- 2 250	4 363
- locations financières et crédit bail immobilier	7 374	-	935	- 938	7 371
- crédit bail / marché adossé	69	-	-	- 69	-
- emprunts bancaires (1)	60 713	- 516	4 298	- 12 635	51 860
<b><u>Emprunts divers</u></b>	<b>78</b>	<b>- 6</b>	<b>-</b>	<b>- 30</b>	<b>42</b>
- participation des salariés & divers	78	- 6	-	- 30	42
<b>s/total</b>	<b>74 530</b>	<b>- 522</b>	<b>5 550</b>	<b>- 15 922</b>	<b>63 636</b>
<b><u>Avances conditionnées</u></b>	<b>240</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>240</b>
- Avance remboursable	240	-	-	-	240
<b>Total dettes financières</b>	<b>74 770</b>	<b>- 522</b>	<b>5 550</b>	<b>- 15 922</b>	<b>63 876</b>

(1) Dettes financières à la juste valeur :

	2007	2008
Emprunts au coût amorti	64 233	52 611
Mise à la juste valeur	-3 520	-751
Emprunts à la juste valeur	60 713	51 860

La variation ressortant au tableau des flux de trésorerie s'établit comme suit :

Dettes financières long terme au coût amorti au 01/01/2008 : 79 111

Ecart de change : -522

Nouveaux emprunts : 5.550

Remboursement de l'exercice : -19.512

Flux net : -13.962

Dettes financières long terme au coût amorti au 31/12/2008 : 64.627

- Ventilation des dettes par échéance :

	Solde à la clôture	Échéances - 1 an	Échéances de 1 à 5 ans	Échéances + 5 ans
<b><u>Dettes financières long terme (selon échéanciers)</u></b>	<b>63 594</b>	<b>20 506</b>	<b>37 870</b>	<b>5 218</b>
- locations financières et crédit bail mobilier	4 363	2 035	2 328	
- locations financières et crédit bail immobilier	7 371	410	1 886	5 075
- emprunts bancaires (selon échéanciers)	51 860	18 061	33 656	143
<b><u>Emprunts divers</u></b>	<b>282</b>	<b>42</b>	<b>240</b>	<b>0</b>
- participation des salariés & divers	42	42		
- avance remboursable	240	0	240	
<b>TOTAL DETTES FINANCIERES LONG TERME (selon échéanciers)</b>	<b>63 876</b>	<b>20 548</b>	<b>38 110</b>	<b>5 218</b>
<i>Reclassement de la part à plus d'un an des emprunts concernés par le non-respect des ratios de structure financière (1)</i>	<i>0</i>	<i>6 960</i>	<i>-6 960</i>	
<b>TOTAL DETTES FINANCIERES LONG TERME au bilan (après reclassement)</b>	<b>63 876</b>	<b>27 508</b>	<b>31 150</b>	<b>5 218</b>
		courant	non courant	non courant

#### (1) Covenants

Dans certains contrats de prêt que le groupe a signé, il existe des clauses de remboursement anticipé liées à des ratios de structure financière calculés sur la base des comptes annuels, soit au 31/12/2008.

Au 31/12/08, certaines clauses seraient applicables pour un montant global de 10 338 K€ (Part à -1 an : 3 378 ; part à + 1 an : 6 960), liés notamment à des ratios de dettes sur capitaux propres.

Conformément à IAS 1 – Présentation des états financiers, la part à plus d'un an des emprunts concernés par le non respect de ces ratios a été reclassée en part courante des dettes financières long terme au 31 décembre 2007 pour 9 924 K€ et au 31 décembre 2008 pour 6 960 K€.

A ce jour, aucune demande d'application des clauses n'est engagée par les banques. Nous étudions avec les banques concernées par ces covenants, ainsi qu'avec l'ensemble des autres partenaires financiers, qui font preuve de la plus grande bienveillance, tout type d'aménagement visant à accompagner le groupe dans le contexte de crise économique.

- Ventilation des dettes par devise de remboursement :

Devise de remboursement	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2007</b>
- En Euros	61 472	70 783
pour compte propre	61 472	70 714
pour compte des clients	-	69
- En Dollars	2 404	3 987
<b>Total</b>	<b>63 876</b>	<b>74 770</b>

- Ventilation des emprunts bancaires LT par nature de taux :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Taux fixe	6 335	8 016
Taux variable	46 276	57 041
<b>Total</b>	<b>52 611</b>	<b>65 057</b>

#### 4.2.12. Actif et passif d'impôts différés

	31/12/2008 ACTIF	31/12/2008 PASSIF	31/12/2007 ACTIF	31/12/2007 PASSIF
Crédit bail et location financière	760	1 612	533	1 467
Impacts IFRS:				
- Evaluation immobilisations et amortissements	420	1 541	360	1 604
- Avantages au personnel	432	10	606	10
- Instruments financiers	-	76	2	223
Provisions règlementées	132	218	89	218
<b>S/total retraitements</b>	<b>1 744</b>	<b>3 457</b>	<b>1 590</b>	<b>3 522</b>
Profit sur cession d'immobilisations	92	-	92	
Profit sur stock	24	-	31	
<b>S/total éliminations</b>	<b>116</b>	<b>-</b>	<b>123</b>	<b>-</b>
Différences temporaires	1 364	1 351	1 054	850
Limitation impôt différé actif	178	-	178	
Activation déficit fiscal	849		525	
<b>S/total</b>	<b>2 391</b>	<b>1 351</b>	<b>1 757</b>	<b>850</b>
<b>Total brut</b>	<b>4 251</b>	<b>4 808</b>	<b>3 470</b>	<b>4 372</b>
Compensation	- 3 680	- 3 680	- 3 084	- 3 084
<b>Total net</b>	<b>571</b>	<b>1 128</b>	<b>386</b>	<b>1 288</b>

Durant l'exercice, le Groupe a enregistré :

- une charge de 18 en résultat ;
- un produit de 188 comptabilisé en capitaux propres.

Le Groupe n'a pas comptabilisé d'impôt différé actif sur les déficits fiscaux des entités françaises, italiennes, serbes et mexicaines, jugeant leur utilisation non probable à court terme.

En France, les déficits fiscaux n'ayant pas fait l'objet d'impôt différé actif s'élèvent à 21 605 K€ à fin 2008. Les déficits fiscaux sont reportables sans limite de durée.

Au Mexique, les déficits fiscaux n'ayant pas fait l'objet d'impôt différé actif s'élèvent à 7 816 K€ à fin 2007. Les déficits fiscaux sont reportables dans la limite de 10 années.

#### 4.2.13. Provisions

- Flux de l'exercice

Provisions pour risques et charges	31/12/2007	Ecart de change	Autres variations	Dotations	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	31/12/2008
Litiges Clients / Fournisseurs	323	-6		132	-208		241
Litiges salariés	604	-10		54	-308	-30	310
Avantages au personnel (1)	2 719	-28	40	119	-1 050	-211	1 589
Plan social et restructuration	609	0		3 194	-84	-221	3 498
Provisions pour impôt	0	0		109	0	0	109
<b>Total</b>	<b>4 255</b>	<b>-44</b>	<b>40</b>	<b>3 608</b>	<b>-1 650</b>	<b>-462</b>	<b>5 747</b>
dont résultat opérationnel courant			92	414	-1 116	-241	
dont autres produits et charges opérationnels (restructuration)				3 194	-534	-221	

(1) Les principales évolutions sur la période sont les suivantes :

- la reprise de provision utilisée de -1 050 K€ correspond aux départs en Italie, en France et en Hongrie.
- La reprise de provision non utilisée de -211 K€ correspond aux médailles du travail en France, suite à la liquidation du régime.
- Les autres variations concernent les avantages au personnel et correspondent pour 92 à des charges financières comptabilisées en résultat et pour -52 K€ à des écarts actuariels comptabilisés directement en capitaux propres.

Il n'existe pas d'autre litige né au 31 décembre 2008, qui serait de nature à remettre en cause les états financiers au 31/12/2008.

- Echéances des provisions

Provisions pour risques et charges	31/12/2008	Part courante	Part non courante
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'un an
Litiges Clients / Fournisseurs	241	241	
Litiges salariés	310	310	
Avantages au personnel	1 589		1 589
Plan social et restructuration	3 498	3 498	
Provisions pour impôt	109	109	
<b>TOTAL</b>	<b>5 747</b>	<b>4 158</b>	<b>1 589</b>

#### 4.2.14. Avantages au personnel

Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont les suivants :

a) Méthode d'évaluation

L'engagement a été calculé par la méthode des Unités de Crédit Projetées telle que recommandée par la norme IAS19.

b) Hypothèses de l'évaluation pour les deux principaux pays (France et Hongrie)

- *Hypothèses actuarielles*

Date de l'évaluation actuarielle des engagements : 31/12/2008  
 Date d'extraction des données : 31/12/2008  
 Table de mortalité : INSEE 00/02  
 Taux d'actualisation : 5,50% pour la France (5,25% en 2007) et  
 8,50% pour la Hongrie (7,50% en 2007)

Pour la France, le taux d'actualisation proposé correspond au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone euro et d'une durée supérieure à 10 ans.

Pour la Hongrie, il se base sur les taux directeurs de la banque centrale (8,50% au 31/12/2008).

- *Hypothèses catégorielles*

Indemnités de Départ à la Retraite (France & Hongrie)

Pays	Catégorie	Droits IFC	Age de départ à la retraite	Modalité de départ	Taux des charges patronales	Evolution des salaires
France	Cadres	Métallurgie Ingénieurs et cadres	62 ans	Volontaire	FAB : 42,7% LB : 38,8%	3%
	Non cadres	Métallurgie Gironde - Landes	61 ans	Volontaire	FAB : 42,7% LB : 38,8%	3%
Hongrie	Femmes	Table Le Belier Hongrie	62 ans	Volontaire	37%	5%
	Hommes	Table Le Belier Hongrie	65 ans	Volontaire	37%	5%

Les droits sont ceux en vigueur au cours de l'exercice 2008.

Le Groupe n'a pas d'engagements envers les salariés en Chine.

En France :

- les engagements pour médailles du travail ont été intégralement reprises suite à la liquidation du régime ;
- en matière de retraite, les droits acquis par les salariés sont basés sur la convention collective applicable. L'incidence de l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2008 (dont l'article 11 a créé une "indemnité de rupture interprofessionnelle unique" ne pouvant être inférieure, à partir d'un an d'ancienneté, à 1/5ème de mois par année de présence) n'a pas été pris en compte dans l'évaluation de la provision, dans la mesure où l'application de cet ANI aux indemnités de départ à la retraite fait actuellement débat du fait de différentes interprétations possibles. L'application de cet ANI constituerait un changement de régime, dont l'impact serait à étaler sur la durée résiduelle moyenne d'activité. Le montant estimé des engagements en matière de retraite sur la base de l'ANI est de 1796 EUR, à comparer à l'engagement de 718 comptabilisés.

Les régimes faisant l'objet de la présente évaluation ne sont pas financés.

c) Evolution des engagements pour le Groupe

	2 008	2 007
<u>Evolution de l'engagement (DBO)</u>		
Engagement à l'ouverture	2 719	3 545
Coût des services rendus	119	156
Charge d'intérêt	92	167
Pertes et (gains) actuariels	-178	-164
Prestations payées sur l'exercice	-419	-869
Modification du régime	0	-297
Réduction / liquidation du régime	-716	186
Ecart de change	-28	-5
Engagement à la clôture	<b>1 589</b>	<b>2 719</b>
<u>Détail de la charge de l'exercice</u>		
Coût des services rendus	119	156
Charge d'intérêt	92	167
Pertes et (gains) s/ réduction du régime	-716	-111
Charge / (produit) de l'exercice	<b>-505</b>	<b>212</b>
<u>Evolution de la provision</u>		
Provision à l'ouverture	2 719	3 545
Charge / (produit) de l'exercice	-505	212
Pertes et (gains) actuariels enregistrés en capitaux propres	-52	-66
Pertes et (gains) actuariels enregistrés en résultat	-126	-98
Prestations payées sur l'exercice	-419	-869
Ecart de change	-28	-5
Provision à la clôture	<b>1 589</b>	<b>2 719</b>

**4.2.15. Autres passifs non courants : Subventions d'investissement**

	31/12/07	Ecart de change	Augment.	Reprise	31/12/08
Italie	129		-	129	-
Hongrie	1 051	-	26	-	315
<b>Total Subvention investissement</b>	<b>1 180</b>	<b>-</b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>444</b>
					<b>710</b>



#### 4.2.16. Passif courant d'exploitation

Dettes d'exploitation et d'immobilisation

	31/12/2008	31/12/2007
<b>Fournisseurs</b>	<b>25 491</b>	<b>41 307</b>
<b>Passif d'impôt courant (dette d'impôt exigible)</b>	-	-
Avances clients	543	1 418
Dettes fiscales sociales	5 814	8 695
Dettes / immobilisation	656	2 161
Dettes diverses	1 262	2 411
Produits constatés d'avance	2 611	2 244
<b>s/t Autres passifs courants</b>	<b>10 886</b>	<b>16 929</b>

Les produits constatés d'avance incluent 839 KEUR relatifs aux marchés adossés et qui ont pour contrepartie la créance du groupe sur les clients concernés.

#### 4.2.17. Passifs courants de financement (moins d'un an)

	31/12/2008	31/12/2007
Découverts bancaires	11 525	14 611
Partie courante des emprunts à LT	27 508	20 088
Instruments financiers passifs (1)	1 404	3 520
<b>TOTAL</b>	<b>40 437</b>	<b>38 219</b>

(1) Le montant des instruments financiers passifs à fin 2008 correspond à la juste valeur des swaps en euros de quatre emprunts hongrois souscrits en dollars et à l'achat à terme de Forints hongrois.

## 5. Informations diverses

### 5.1. INFORMATION SECTORIELLE

#### 5.1.1. Par secteur géographique

La zone Europe regroupe les implantations du Groupe en France, Hongrie, Serbie et Italie.  
La zone Hors Europe regroupe celles en Chine et au Mexique.

31/12/2008 par zone géographique en KEUR	Europe	Hors Europe	Eliminations intragroupe	Total
<b>Chiffre d'affaires</b>				
externe	170 334	41 793		212 127
intragroupe	44 985	4 573	- 49 558	-
<b>S/total chiffre d'affaires</b>	215 319	46 366	- 49 558	212 127
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	4 539	- 28	- 21	4 490
Autres produits et charges opérationnels	- 6 088	- 1 107	-	- 7 195
<b>Résultat Opérationnel</b>	- 1 549	- 1 135	- 21	- 2 705
Produits de trésorerie		-		586
Coût de l'endettement financier brut		-		- 5 007
Autres produits et charges financiers		-		- 3 131
Charge d'impôts		-		- 1 912
<b>Résultat net</b>		-		- 12 169
<b><u>Actifs et passifs</u></b>		-		-
Immobilisations	66 831	20 027	- 14 556	72 302
Stocks	14 973	6 801		21 774
Creances et autres actifs	129 371	- 20 919	- 56 679	51 773
<b>S/total actifs</b>	211 175	5 909	- 71 235	145 849
Capitaux propres	52 478	- 27 396		25 082
Autres passifs	158 697	33 305	- 71 235	120 767
<b>S/total passifs</b>	211 175	5 909	- 71 235	145 849
<b><u>Autres informations</u></b>		-		-
Investissements	11 527	1 997		13 524
Dotations nettes aux amortissements	12 726	3 896		16 622
Dotations nettes aux provisions pour pertes de valeur	684	22		706

Les actifs destinés à être cédés figurant pour 851 K€ au 31/12/2008 sont relatifs à la zone Europe.

<b>31/12/2007 par zone géographique en KEUR</b>	<b>Europe</b>	<b>Hors Europe</b>	<b>Eliminations intragroupe</b>	<b>Total</b>
Chiffre d'affaires				
externe	195 360	51 415		246 775
intragroupe	67 120	6 116	- 73 236	-
<b>S/total chiffre d'affaires</b>	<b>262 480</b>	<b>57 531</b>	<b>- 73 236</b>	<b>246 775</b>
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>6 936</b>	<b>- 3 978</b>	<b>68</b>	<b>3 026</b>
Autres produits et charges opérationnels	- 4 453	-	-	- 4 453
<b>Résultat Opérationnel</b>	<b>2 483</b>	<b>- 3 978</b>	<b>68</b>	<b>- 1 427</b>
Produits de trésorerie		-		707
Coût de l'endettement financier brut		-		- 4 835
Autres produits et charges financiers		-		- 243
Charge d'impôts		-		- 1 068
<b>Résultat net</b>		<b>-</b>		<b>- 6 866</b>
<b><u>Actifs et passifs</u></b>		<b>-</b>		<b>-</b>
Immobilisations	77 531	25 099	- 18 999	83 631
Stocks	22 675	8 011		30 686
Creances et autres actifs	177 592	- 14 226	- 77 320	86 046
<b>S/total actifs</b>	<b>277 798</b>	<b>18 884</b>	<b>- 96 319</b>	<b>200 363</b>
Capitaux propres	59 555	- 17 052		42 503
Autres passifs	218 243	35 936	- 96 319	157 860
<b>S/total passifs</b>	<b>277 798</b>	<b>18 884</b>	<b>- 96 319</b>	<b>200 363</b>
<b><u>Autres informations</u></b>		<b>-</b>		<b>-</b>
Investissements	5 872	7 454		13 326
Dotations nettes aux amortissements	15 480	3 712		19 192
Dotations nettes aux provisions pour pertes de valeur	1 493	-		1 493

### 5.1.2. Par secteur d'activité

<b>2008 par secteurs d'activité en KEUR</b>	<b>Fonderies</b>	<b>Usinage</b>	<b>Autres</b>	<b>Intragroupe</b>	<b>Total</b>
Chiffre d'affaires : Voir point 4.1.1.2					
Actifs	132 269	10 733	74 082	-71 235	145 849
Investissements	7 755	4 989	780		13 524
<b>2007 par secteurs d'activité en KEUR</b>	<b>Fonderies</b>	<b>Usinage</b>	<b>Autres</b>	<b>Intragroupe</b>	<b>Total</b>
Chiffre d'affaires : Voir point 4.1.1.2					
Actifs	174 926	33 945	87 811	-96 319	200 363
Investissements	4 152	7 783	1 391		13 326

## 5.2. OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS

### 5.2.1. Instruments de couverture et de change

	Montant notionnel en milliers d'euros	Maturité résiduelle		
		-1 an	2 à 5 ans	5 ans
<b>Au 31 décembre 2008</b>				
Vente à terme EUR / HUF	11 850	11 850		-
Cap de taux en USD, Libor / taux fixe	39	39		
Swap de change et de taux (cross currency swap) USD / EUR et taux fixe / Euribor	31 455	10 471	20 984	

## 5.3. ELEMENTS DE COMPARAISON

L'évolution des taux de conversion utilisés pour les filiales étrangères est la suivante :

Pour 1 EUR	Bilan: Taux de clôture		Compte de résultat : Taux moyen		Variation	
	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	Comptes de bilan	Comptes de résultat
Hongrie (HUF)	264,7800	253,3500	251,8056	251,3259	-4,3%	-0,2%
Mexique (MXN)	19,2333	15,9527	16,4172	14,9676	-17,1%	-8,8%
Chine (CNY)	9,4956	10,6669	10,2204	10,4153	12,3%	1,9%
Serbie (CSD)	88,6010	79,2362	81,3510	79,8967	-10,6%	-1,8%
USD	1,3917	1,4721	1,4706	1,3702	5,8%	-6,8%

#### 5.4. ENGAGEMENTS HORS BILAN EN KEUR

	31/12/2008	31/12/2007
Les dettes financières sont assorties de garanties:		
- Nantissement de matériel		
- Nantissement de titres de participation		
- Promesse de nantissement de titres		
- Hypothèques immeubles		
- Lettre de confort		
- Cautions		
<hr/>		
<u>- Dettes assorties de garanties :</u>		
Nantissement de matériel	40 091	47 970
Nantissement de titres	1 945	2 548
Promesse de nantissement de titres	53	162
Hypothèques immeubles	2 293	566
La levée des garanties est conditionnée au remboursement de la dette		
<u>- Autres engagements donnés :</u>		
Avals et cautions	-	-
<u>- Engagements reçus :</u>		
Garantie SOFARIS	-	-
Garantie COFACE	-	4 351
Cautions bancaires	-	-
Crédit moyen terme non utilisé	-	-
Crédit court terme non utilisé	3 717	912
Location machines par un tiers	-	14
Cautions tiers	2 386	2 547
<u>- Obligations contractuelles</u>		
Locations simples mobilières	381	298
Locations simples immobilières	382	116
Commandes fermes d'immobilisations	374	1 770
Commandes fermes de matières premières	36 181	75 138
<hr/>		
Locations financières: montants minimaux futurs prévus	13 304	15 371

#### 5.5. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

Le groupe Le Bélier est détenu par le groupe Le Bélier Participations à hauteur de 50,72%.

Le montant des transactions avec LBP et ses filiales est comptabilisé en résultat à hauteur de 358 K€ dans les charges de l'exercice et 327 K€ dans les produits.

En raison de leurs fonctions de membres du Conseil d'Administration, les dirigeants ont perçu des rémunérations et avantages en nature pour 525 K€.

Il leur a été versé des jetons de présence pour 40 K€ en 2008 au titre de l'exercice 2007.

## 5.6. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GRUPE LE BELIER HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EN 2008	Cabinet Ernst & Young	%	Cabinet Laudignon	%	Autres	%
<b>AUDIT</b>						
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	111 559	95,9%	150 200	90,9%	57 591	23,9%
Prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	4 766	4,1%	15 092	9,1%	24 445	10,2%
<i>Sous total</i>	116 325	100,0%	165 292	100,0%	82 036	34,1%
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>						
Juridique, Fiscal, Social		0,0%		0,0%	158 599	65,9%
<b>TOTAL</b>	<b>116 325</b>	<b>100,0%</b>	<b>165 292</b>	<b>100,0%</b>	<b>240 635</b>	<b>100,0%</b>

## 5.7. OBJECTIFS ET POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

### 5.7.1. Risque de taux et de change

Les instruments financiers utilisés par le Groupe Le Bélier font l'objet d'une gestion centralisée et ont pour objet de réduire l'exposition au risque de change sur les flux futurs de ses transactions ainsi qu'au risque de fluctuation de taux d'intérêt sur les flux de ses emprunts et ne relèvent d'aucun objectif spéculatif.

La politique du Bélier en matière de risque de taux et de change est la suivante :

#### Risque de taux

- La politique du groupe est de favoriser les prêts à taux fixe. Si les conditions de marché ne permettent pas la réalisation de cette priorité, le prêt est indexé à un taux variable EURIBOR ou LIBOR USD,
- Le groupe utilise plusieurs types d'instruments pour optimiser ses charges financières et gérer la répartition entre dettes à taux fixe et dettes à taux variable,
- Le contrat d'échange « SWAP » permet au groupe d'emprunter à long terme à taux variable et d'échanger le taux de la dette ainsi levée dès son origine ou pendant la durée de l'emprunt, contre un taux fixe,
- Le plafond de taux « CAP » permet au groupe, moyennant le paiement d'une prime, de fixer une limite maximale au coût d'un emprunt libellé en taux variable.

#### Risque de change

Risque de change sur endettement : la politique du groupe est que chaque société s'endette dans la devise de sa zone opérationnelle,

Risque sur les flux opérationnels libellés en devise autre que la devise opérationnelle :

- pour les achats : couverture en devise locale en Hongrie des achats auprès des fournisseurs locaux et des coûts salariaux ;
- pour les ventes : pour mémoire, la devise de facturation pour la Hongrie et la Serbie est l'euro, pour le Mexique et pour la Chine, principalement l'USD.

### **5.7.2. Risque de liquidité**

Indépendamment de la maximisation de ses flux d'exploitation, le Groupe doit disposer de ressources financières pour financer son activité courante, les investissements nécessaires à son développement, et ses engagements de financement moyen terme.

Dés lors que l'activité est en forte décroissance et que l'accès au marché du crédit est sous tension, cela nous expose à un risque de liquidité.

C'est la raison pour laquelle ce risque de liquidité fait l'objet d'un suivi précis et régulier et que différentes possibilités sont d'ores et déjà à l'étude avec des chances raisonnables de réalisation.

Aussi, la situation actuelle et les actions en cours sont les suivantes :

L'ensemble des financements court terme du Groupe sont maintenus (billet de trésorerie, découvert,...) avec la possibilité d'obtenir plus de latitude avec nos partenaires (en particulier en Chine)

Concernant l'ensemble des financements moyen terme (voir information point 4.2.11), des discussions constructives sont engagées sur tous les continents pour aménager, redimensionner ou bien lever des fonds supplémentaires afin de conforter nos positions et maintenir un niveau de liquidité suffisant. Compte tenu de ces échanges, il est entendu qu'aucun partenaire touché par des covenants non respectés (voir information point 4.2.11) n'ont rendu ces clauses applicables.

Au niveau des actions sur le besoin en fond de roulement et son financement, le Groupe continue ses réductions de stocks, et constate que ses conditions de règlements fournisseurs ne se sont pas détériorées depuis le début de la crise. S'agissant des créances clients, certains délais de règlement clients sont en cours d'amélioration (suite à des discussions ou en application de la loi LME). Enfin, la possibilité de financer une partie du poste clients, via la mise en œuvre d'un contrat de factoring, fait partie des scénarios étudiés.

### **5.7.3. Risque de crédit**

Le risque crédit sur les clients est géré par chaque ligne opérationnelle en fonction des politiques, procédures et contrôle de la gestion du risque de crédit mis en place par le Groupe.

Cependant, compte tenu du secteur qui est fragilisé par la crise, nos clients font l'objet d'une attention toute particulière en termes de risque et de délais de règlement.

## **5.8. *EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE***

Néant.

## **Le Béliér**

Exercice clos le 31 décembre 2008

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés et rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société Le Béliér**



## **Le Bélier**

Exercice clos le 31 décembre 2008

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés**

**CABINET LAUDIGNON**  
48, avenue du Président-Wilson  
75116 Paris  
S.A.R.L. au capital de € 220.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Paris

**ERNST & YOUNG Audit**  
Faubourg de l'Arche  
11, allée de l'Arche  
92037 Paris-La Défense Cedex  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Le Béliér

Exercice clos le 31 décembre 2008

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Le Béliér, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.2.4 de l'annexe exposant l'existence d'incertitudes tant sur le niveau d'activité que sur le financement de la société ainsi que la note 4.2.11 qui indique les conséquences du non-respect de ratios financiers au 31 décembre 2008 pour certains contrat de prêts. La note 1.2.4 précise que la convention de continuité d'exploitation sous-jacente à l'élaboration des comptes au 31 décembre 2008 se fonde sur des hypothèses structurantes en vue de disposer de ressources financières pour faire face aux engagements de la société à douze mois, ces hypothèses sont décrites dans la note 5.7.2 de l'annexe.

## **II. Justification des appréciations**

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Ces éléments ont été pris en considération par votre société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2008 comme indiqué dans la note 1.2.4 de l'annexe. L'environnement très défavorable que connaît le secteur automobile et les difficultés à appréhender les perspectives économiques créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes.

C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation de la présentation d'ensemble des comptes, nous estimons que l'annexe donne une information appropriée sur la situation du groupe au regard des incertitudes, mentionnées ci-dessus, liées au financement de l'activité de la société.
- Les immobilisations corporelles et incorporelles ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans la note 1.4.2.3 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 1.4.2.1 et 1.4.2.3 donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérification spécifique**

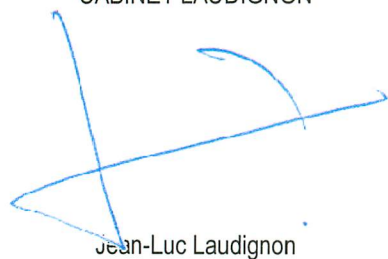
Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Paris-La Défense, le 7 mai 2009

Les Commissaires aux Comptes

CABINET LAUDIGNON



Jean-Luc Laudignon

ERNST & YOUNG Audit



Serge Guérémy



 **Le Bélier**

**COMPTES SOCIAUX  
31/12/2008**



**LE BELIER**

**BRAGUE  
33240 LE BELIER**

**Etats financiers au 31 décembre 2008**

# SOMMAIRE

<b>BILAN</b>	
Bilan actif	1
Bilan passif	2
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	
Compte de résultat partie 1	3
Compte de résultat partie 2	4
<b>ANNEXE</b>	
Etat de l'actif immobilisé	6
Etat des amortissements	7
Etat des provisions	8
Etat des échéances, des créances et des dettes	9
<b>GESTION</b>	
Bilan synthétique	11
Compte de résultat en %	12
Soldes intermédiaires de gestion	13
Capacité d'autofinancement	14
Tableau de financement modèle N.P.C.	15

## BILAN ACTIF

<i>Rubriques</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amortissements</i>	<i>31/12/2008</i>	<i>31/12/2007</i>
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Concessions, brevets et droits similaires	454 338	377 494	76 844	152 796
Autres immobilisations incorporelles	1 539 364		1 539 364	1 101 647
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Autres immobilisations corporelles	90 108	40 305	49 803	38 928
Immobilisations en cours	20 243		20 243	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Autres participations	46 063 130	17 718 000	28 345 130	41 261 947
Créances rattachées à des participations	4 239 285		4 239 285	5 513 913
Autres immobilisations financières	8 245		8 245	6 750
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>52 414 714</b>	<b>18 135 800</b>	<b>34 278 914</b>	<b>48 075 980</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	6 598 193		6 598 193	4 765 146
Autres créances	13 792 136	2 338 816	11 453 320	11 079 671
<b>DIVERS</b>				
Disponibilités	254 302		254 302	859 452
<b>COMPTE DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	85 490		85 490	105 220
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>20 730 122</b>	<b>2 338 816</b>	<b>18 391 306</b>	<b>16 809 489</b>
Ecarts de conversion actif	68 407		68 407	195 790
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>73 213 243</b>	<b>20 474 616</b>	<b>52 738 627</b>	<b>65 081 258</b>



## BILAN PASSIF

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2008</i>	<i>31/12/2007</i>
Capital social ou individuel ( dont versé : 6 631 956 )	6 631 956	6 631 956
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 744 352	14 726 526
Réserve légale	663 196	663 196
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours )		15 787
Report à nouveau		622 795
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>8 307 194</b>	<b>(13 620 756)</b>
Provisions réglementées	258 979	388 011
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>17 605 676</b>	<b>9 427 515</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	213 407	428 290
Provisions pour charges	267 772	21 021
<b>PROVISIONS</b>	<b>481 179</b>	<b>449 311</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 133 210	17 359 337
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs )	32 014	32 014
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 451 003	3 342 011
Dettes fiscales et sociales	1 475 429	1 667 073
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		750 000
Autres dettes	17 445 892	32 053 997
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
<b>DETTES</b>	<b>34 537 548</b>	<b>55 204 433</b>
Ecarts de conversion passif	114 224	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>52 738 627</b>	<b>65 081 258</b>

*Résultat de l'exercice en centimes*

8 307 193,71

*Total du bilan en centimes*

52 738 627,30

## COMPTE DE RESULTAT (en liste)

<i>Rubriques</i>	<i>France</i>	<i>Exportation</i>	<i>31/12/2008</i>	<i>31/12/2007</i>
Ventes de marchandises				78 165
Production vendue de services	2 355 881	12 524 001	14 879 882	15 404 568
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>2 355 881</b>	<b>12 524 001</b>	<b>14 879 882</b>	<b>15 482 733</b>
Production immobilisée			38 493	
Subventions d'exploitation			79 825	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			665 889	522 434
Autres produits			112 468	171
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>15 776 557</b>	<b>16 005 338</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			80 298	71 140
Autres achats et charges externes			4 710 699	5 446 008
Impôts, taxes et versements assimilés			614 313	538 292
Salaires et traitements			5 721 622	5 809 667
Charges sociales			2 301 440	2 370 970
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			123 491	147 394
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				77 505
Dotations aux provisions			32 699	167 035
Autres charges			40 038	61 937
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>13 624 599</b>	<b>14 689 950</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>2 151 958</b>	<b>1 315 388</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits financiers de participations			3 150 839	4 924 410
Autres intérêts et produits assimilés			689 270	454 218
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			3 841 974	
Différences positives de change			349 464	44 153
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			9 144	9 401
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>8 040 690</b>	<b>5 432 181</b>
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			3 823 407	18 369 533
Intérêts et charges assimilées			5 999 061	2 019 575
Différences négatives de change			194 620	113 954
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>10 017 089</b>	<b>20 503 062</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>(1 976 399)</b>	<b>(15 070 881)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>175 559</b>	<b>(13 755 493)</b>

## COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2008</i>	<i>31/12/2007</i>
Produits exceptionnels sur opérations en capital	19 660 745	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	158 060	134 737
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>19 818 805</b>	<b>134 737</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	896	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	11 389 473	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	296 800	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>11 687 170</b>	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>8 131 635</b>	<b>134 737</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>43 636 051</b>	<b>21 572 255</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>35 328 858</b>	<b>35 193 011</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>8 307 194</b>	<b>(13 620 756)</b>

**ANNEXE**

## IMMOBILISATIONS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Réévaluation</i>	<i>Acquisit., apports</i>
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	<b>1 533 059</b>		<b>461 501</b>
<i>Dont composants</i>			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	55 841		35 643
Immobilisations corporelles en cours			20 243
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>55 841</b>		<b>55 886</b>
Autres participations	62 573 860		
Prêts et autres immobilisations financières	6 750		1 495
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>62 580 610</b>		<b>1 495</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>64 169 510</b>		<b>518 881</b>

<i>Rubriques</i>	<i>Virement</i>	<i>Cession</i>	<i>Fin d'exercice</i>	<i>Valeur d'origine</i>
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		<b>858</b>	<b>1 993 703</b>	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 375	90 108	
Immobilisations corporelles en cours			20 243	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>1 375</b>	<b>110 352</b>	
Autres participations		12 271 445	50 302 415	
Prêts et autres immobilisations financières			8 245	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		<b>12 271 445</b>	<b>50 310 660</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>12 273 677</b>	<b>52 414 714</b>	

## AMORTISSEMENTS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>fin d'exercice</i>
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	278 617	99 735	858	377 494
Matériel de bureau et informatique, mobilier	16 913	23 757	364	40 305
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>16 913</b>	<b>23 757</b>	<b>364</b>	<b>40 305</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>295 530</b>	<b>123 491</b>	<b>1 222</b>	<b>417 800</b>

<b>VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES</b>							
<i>Rubriques</i>	<i>Dotations</i>			<i>Reprises</i>			<i>Mouvements amortissements fin exercice</i>
	<i>Différentiel de durée et autres</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	<i>Différentiel de durée et autres</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	
<i>Construct.</i>							
<b>CORPOREL</b>							
<b>TOTAL</b>							

<i>Charges réparties sur plusieurs exercices</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Dotations</i>	<i>Fin d'exercice</i>

## PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Provisions pour investissement	915			915
Autres provisions réglementées	387 096		129 032	258 064
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>388 011</b>		<b>129 032</b>	<b>258 979</b>
Provisions pour pertes sur marchés à terme	232 500	30 000	117 500	145 000
Provisions pour pertes de change	195 790	68 407	195 790	68 407
Provisions pour pensions, obligations similaires	21 021	3 935	24 956	
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.		296 800	29 028	267 772
<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>	<b>449 311</b>	<b>399 142</b>	<b>367 273</b>	<b>481 179</b>
Dépréciations titres de participation	15 798 000	1 920 000		17 718 000
Dépréciations comptes clients	77 505		77 505	
Autres dépréciations	4 150 000	1 835 000	3 646 184	2 338 816
<b>DEPRECIATIONS</b>	<b>20 025 505</b>	<b>3 755 000</b>	<b>3 723 689</b>	<b>20 056 816</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>20 862 827</b>	<b>4 154 142</b>	<b>4 219 994</b>	<b>20 796 974</b>
Dotations et reprises d'exploitation		33 935	219 961	
Dotations et reprises financières		3 823 407	3 841 974	
Dotations et reprises exceptionnelles		296 800	158 060	

## CREANCES ET DETTES

<i>ETAT DES CREANCES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations	4 239 285	2 764 854	1 474 431
Autres immobilisations financières	8 245		8 245
Autres créances clients	6 598 193	6 598 193	
Personnel et comptes rattachés	22 887	22 887	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	168 133	168 133	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	334 916	334 916	
Groupe et associés	12 713 816	12 713 816	
Débiteurs divers	552 385	552 385	
Charges constatées d'avance	85 490	85 490	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>24 723 349</b>	<b>23 240 673</b>	<b>1 482 676</b>

<i>ETAT DES DETTES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an, -5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	751 901	751 901		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	13 381 309	4 552 918	8 690 473	137 918
Emprunts et dettes financières divers	32 014			32 014
Fournisseurs et comptes rattachés	1 451 003	1 451 003		
Personnel et comptes rattachés	558 687	558 687		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	600 826	600 826		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	315 916	315 916		
Groupe et associés	15 204 220	15 204 220		
Autres dettes	2 241 672	2 241 672		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>34 537 548</b>	<b>25 677 143</b>	<b>8 690 473</b>	<b>169 932</b>
Emprunts remboursés en cours d'exercice	3 351 890			



**GESTION**

## BILAN SYNTHETIQUE

<i>Actif</i>	<i>31/12/2008</i>	<i>%</i>	<i>31/12/2007</i>	<i>%</i>
Immobilisations incorporelles	1 616 208	3,06	1 254 442	1,93
Immobilisations corporelles	70 046	0,13	38 928	0,06
Immobilisations financières	32 592 660	61,80	46 782 610	71,88
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>34 278 914</b>	<b>65,00</b>	<b>48 075 980</b>	<b>73,87</b>
Créances	18 051 513	34,23	15 844 816	24,35
Disponibilités	254 302	0,48	859 452	1,32
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>18 305 815</b>	<b>34,71</b>	<b>16 704 268</b>	<b>25,67</b>
Comptes de régularisation actif	153 898	0,29	301 010	0,46
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>52 738 627</b>	<b>100,00</b>	<b>65 081 258</b>	<b>100,00</b>

<i>Passif</i>	<i>31/12/2008</i>	<i>%</i>	<i>31/12/2007</i>	<i>%</i>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>17 605 676</b>	<b>33,38</b>	<b>9 427 515</b>	<b>14,49</b>
<b>PROVISIONS</b>	<b>481 179</b>	<b>0,91</b>	<b>449 311</b>	<b>0,69</b>
Emprunts et dettes financières	14 165 224	26,86	17 391 351	26,72
Autres dettes	20 372 324	38,63	37 813 081	58,10
<b>DETTES</b>	<b>34 537 548</b>	<b>65,49</b>	<b>55 204 433</b>	<b>84,82</b>
Comptes de régularisation passif	114 224	0,22		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>52 738 627</b>	<b>100,00</b>	<b>65 081 258</b>	<b>100,00</b>

## COMPTE DE RESULTAT COMPARATIF

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2008</i>	<i>31/12/2007</i>	<i>Variation</i>
Ventes de marchandises		78 165	-100,00
Production vendue de services	14 879 882	15 404 568	-3,41
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>14 879 882</b>	<b>15 482 733</b>	<b>-3,89</b>
Production stockée, immobilisée	38 493		
Subventions d'exploitation	79 825		
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts de charges	665 889	522 434	27,46
Autres produits	112 468	171	65 782,45
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>15 776 557</b>	<b>16 005 338</b>	<b>-1,43</b>
Achats de marchandises	80 298	71 140	12,87
Autres achats et charges externes	4 710 699	5 446 008	-13,50
Impôts, taxes et versements assimilés	614 313	538 292	14,12
Salaires, traitements, charges sociales	8 023 062	8 180 638	-1,93
Dotations aux amortissements et dépréciations	123 491	224 899	-45,09
Dotations aux provisions pour risques et charges	32 699	167 035	-80,42
Autres charges	40 038	61 937	-35,36
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>13 624 599</b>	<b>14 689 950</b>	<b>-7,25</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>2 151 958</b>	<b>1 315 388</b>	<b>63,60</b>
Produits financiers de participations	3 150 839	4 924 410	-36,02
Autres intérêts et produits assimilés	689 270	454 218	51,75
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	3 841 974		
Différences positives de change	349 464	44 153	691,49
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	9 144	9 401	-2,73
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>8 040 690</b>	<b>5 432 181</b>	<b>48,02</b>
Dotations financières aux amortis., dépréciations et provisions	3 823 407	18 369 533	-79,19
Intérêts et charges assimilées	5 999 061	2 019 575	197,05
Différences négatives de change	194 620	113 954	70,79
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>10 017 089</b>	<b>20 503 062</b>	<b>-51,14</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(1 976 399)</b>	<b>(15 070 881)</b>	<b>-86,89</b>
Produits exceptionnels	19 660 745		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	158 060	134 737	17,31
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>19 818 805</b>	<b>134 737</b>	<b>14 609,25</b>
Charges exceptionnelles	11 390 370		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	296 800		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>11 687 170</b>		
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>8 131 635</b>	<b>134 737</b>	<b>5 935,19</b>
<b>RESULTAT [Bénéfice ou Perte]</b>	<b>8 307 194</b>	<b>(13 620 756)</b>	<b>-160,99</b>

## SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2008</i>	<i>%</i>	<i>31/12/2007</i>	<i>%</i>
Ventes de marchandises			78 165	100,00
- Coût d'achat des marchandises	80 298		71 140	91,01
<b>MARGE COMMERCIALE</b>	<b>(80 298)</b>		<b>7 025</b>	<b>8,99</b>
Production vendue	14 879 882	99,74	15 404 568	99,50
+ Production immobilisée	38 493	0,26		
<b>PRODUCTION DE L'EXERCICE</b>	<b>14 918 375</b>	<b>100,00</b>	<b>15 404 568</b>	<b>99,50</b>
<b>PRODUCTION + VENTES</b>	<b>14 918 375</b>	<b>100,00</b>	<b>15 482 733</b>	<b>100,00</b>
- Coût d'achat des marchandises	80 298	0,54	71 140	0,46
- Consommation provenance tiers	4 710 699	31,58	5 446 008	35,17
<b>VALEUR AJOUTEE</b>	<b>10 127 379</b>	<b>67,89</b>	<b>9 965 585</b>	<b>64,37</b>
+ Subventions d'exploitation	79 825	0,54		
- Impôts et taxes	614 313	4,12	538 292	3,48
- Charges de personnel	8 023 062	53,78	8 180 638	52,84
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 569 829</b>	<b>10,52</b>	<b>1 246 655</b>	<b>8,05</b>
+ Reprises, transfert charges	665 889	4,46	522 434	3,37
+ Autres produits	112 468	0,75	171	0,00
- Dotations amortis., dépréciations, provisions	156 190	1,05	391 935	2,53
- Autres charges	40 038	0,27	61 937	0,40
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>2 151 958</b>	<b>14,42</b>	<b>1 315 388</b>	<b>8,50</b>
+ Produits financiers	8 040 690	53,90	5 432 181	35,09
- Charges financières	10 017 089	67,15	20 503 062	132,43
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>175 559</b>	<b>1,18</b>	<b>(13 755 493)</b>	<b>-88,84</b>
Produits exceptionnels	19 818 805	132,85	134 737	0,87
- Charges exceptionnelles	11 687 170	78,34		
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>8 131 635</b>	<b>54,51</b>	<b>134 737</b>	<b>0,87</b>
<b>RESULTAT DEL'EXERCICE</b>	<b>8 307 194</b>	<b>55,68</b>	<b>(13 620 756)</b>	<b>-87,97</b>
Produits cessions éléments actif	19 660 745	131,79		
- Valeur comptable éléments cédés	10 960 827	73,47		
<b>PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS</b>	<b>8 699 918</b>	<b>58,32</b>		

## CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2008</i>	<i>31/12/2007</i>	<i>Variation</i>
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 569 829</b>	<b>1 246 655</b>	<b>25,92</b>
+ Transferts de charges d'exploitation	445 928	61 738	622,30
+ Autres produits d'exploitation	112 468	171	65 782,45
- Autres charges d'exploitation	40 038	61 937	-35,36
+ Produits financiers	8 040 690	5 432 181	48,02
- Reprises sur dépréciations et provisions financières	3 841 974		
- Charges financières	10 017 089	20 503 062	-51,14
+ Dot. aux amortis., dépréciations et provisions financières	3 823 407	18 369 533	-79,19
+ Produits exceptionnels	19 818 805	134 737	14 609,25
- Produits des cessions d'éléments actif	19 660 745		
- Reprises sur dépréciations et provisions exceptionnelles	158 060	134 737	17,31
- Charges exceptionnelles	11 687 170		
+ Valeur comptable des immobilisations cédées	10 960 827		
+ Dot. aux amortis., dépréciations et provisions exceptionnels	296 800		
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>(336 321)</b>	<b>4 545 279</b>	<b>-107,40</b>

<b>RESULTAT NET COMPTABLE</b>	<b>8 307 194</b>	<b>(13 620 756)</b>	<b>-160,99</b>
+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 276 397	18 761 468	-77,21
- Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	4 219 994	595 433	608,73
- Résultat sur cession des éléments actif	8 699 918		
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>(336 321)</b>	<b>4 545 279</b>	<b>-107,40</b>

## TABLEAU DE FINANCEMENT modèle NPC

<i>Emplois</i>	<i>Exercice N</i>	<i>Exercice N-1</i>	<i>Ressources</i>	<i>Exercice N</i>	<i>Exercice N-1</i>
Distributions mises en paiement en cours d'exercice			Capacité d'autofinancement de l'exercice	(336 321)	4 545 279
Acquisitions élmts actif immob.			Cessions élmts actif immobilisé		
- Immobilisations incorporelles	23 783	1 232 463	- Immobilisations incorporelles	858	
- Immobilisations corporelles	491 904	43 809	- Immobilisations corporelles	1 375	
- Immobilisations financières	2 633 824	9 000 001	- Immobilisations financières	23 604 500	1 683 458
Charges à répartir sur			Augmentation capitaux propres		
Remboursst dettes financières	17 716 005	4 437 120	Augmentation dettes financières		
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>20 865 515</b>	<b>14 713 393</b>	<b>TOTAL RESSOURCES</b>	<b>23 270 412</b>	<b>6 228 737</b>
<b>RESSOURCE NETTE</b>	<b>2 404 897</b>		<b>EMPLOI NET</b>		<b>8 484 656</b>

<i>Variation du fonds de roulement net global</i>	<i>Besoins (B)</i>	<i>Dégagements (D)</i>	<i>Solde N (D-B)</i>	<i>Solde N-1</i>
<b>VARIATIONS EXPLOITATION</b>				
Variations des actifs d'exploitation				
- Créances clients, comptes rattachés et autres créances	1 628 799			
Variations des dettes d'exploitation				
- Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes	1 138 125			
<b>TOTAUX EXPLOITATION</b>	<b>2 766 924</b>			
<b>A VARIATION NETTE EXPLOITATION</b>			<b>(2 766 924)</b>	<b>(14 172 508)</b>
<b>VARIATIONS HORS EXPLOITATION</b>				
Variations des autres débiteurs	373 390			
Variations des autres créditeurs		824 386		
<b>TOTAUX HORS EXPLOITATION</b>	<b>373 390</b>	<b>824 386</b>		
<b>B VARIATION NETTE HORS EXPLOITATION</b>			<b>450 996</b>	<b>30 930 171</b>
<b>TOTAL [A+B] DEGAGEMENT NET DE FONDS DE ROULEMENT</b>			<b>(2 315 928)</b>	<b>16 757 663</b>
<b>VARIATIONS TRESORERIE</b>				
Variations des disponibilités		674 380		
Variations concours bancaires courants, soldes crédit. banque	10 854			
<b>TOTAUX TRESORERIE</b>	<b>10 854</b>	<b>674 380</b>		
<b>C VARIATION NETTE TRESORERIE</b>			<b>663 526</b>	<b>(8 273 007)</b>
<b>VARIATION FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL [A+B+C] : RESSOURCE NETTE</b>			<b>(1 652 402)</b>	<b>8 484 656</b>

**LE BELIER**  
Plantier de la Reine  
33 240 VERAC

Vérac, le 31/12/08

## **ANNEXE**

Annexe au Bilan de la situation au 31 décembre 2008.

La situation a été arrêtée le 10 avril 2009 par le Conseil d'Administration.

Les chiffres figurant dans les annexes sont exprimés en milliers d'euros (KEUR).

## SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>2</b>
<b>1- Faits significatifs</b> .....	<b>4</b>
<b>1-1- La société LE BELIER a une double activité</b> :.....	<b>4</b>
<b>1-2- Evénements significatifs intervenus au cours de l'exercice 2008</b> :.....	<b>4</b>
<b>1-3- Contexte de clôture</b> : .....	<b>4</b>
<b>2- Principes comptables</b> .....	<b>5</b>
<b>2-1- Actifs incorporels et corporels</b> .....	<b>5</b>
<b>2-2- Immobilisations financières</b> .....	<b>5</b>
<b>2-3- Engagements de retraite / Médailles du travail</b> .....	<b>6</b>
<b>2-4- Créances et Dettes</b> .....	<b>6</b>
<b>3- Note explicative sur les comptes de bilan</b> .....	<b>7</b>
<b>3-1- Actif immobilisé</b> .....	<b>7</b>
3-1-1- Immobilisations incorporelles .....	7
3-1-2- Immobilisations financières.....	7
3-1-3- Engagements de crédits baux .....	8
<b>3-2- Actif circulant</b> .....	<b>8</b>
<b>3-3- Actions propres</b> .....	<b>8</b>
<b>3-4- Valeurs mobilières de placement et disponibilités</b> .....	<b>8</b>
<b>3-5- Capitaux propres</b> .....	<b>11</b>
3.5.1. - Variation des capitaux propres :.....	11
3.5.2. - Capital social : .....	11
3.5.3. - Option de souscription d'actions au profit des salariés : .....	11
3.5.4. - Provisions réglementées.....	11
3.5.5. – Provision pour risques et charges :.....	12
<b>3-6- Dettes financières</b> .....	<b>14</b>
3.6.1. - Echéance des dettes financières : .....	14
3.6.2. – Variation des dettes financières :.....	14
3.6.3. – Ventilation des dettes financières à moyen terme par nature :.....	15
<b>3-7- Dettes d'exploitation</b> .....	<b>15</b>
<b>3-8- Dettes sur immobilisation</b> .....	<b>15</b>
<b>4- Renseignements concernant les postes du compte de résultat</b> .....	<b>16</b>
<b>4-1- Chiffre d'affaires</b> .....	<b>16</b>
<b>4-2 – Autres produits d'exploitation</b> .....	<b>16</b>
<b>4-3 – Autres achats et charges</b> .....	<b>16</b>
<b>4-4 – Impôts et taxes</b> .....	<b>16</b>
<b>4-5 - Salaires et charges sociales</b> .....	<b>16</b>
<b>4-6 - Effectifs fin de période</b> .....	<b>16</b>
<b>4-7 – Autres charges d'exploitation</b> .....	<b>17</b>
<b>4-8 - Résultat financier</b> .....	<b>17</b>
<b>4-9 – Résultat exceptionnel</b> .....	<b>17</b>
<b>4-10- Impôt sur les bénéfices</b> .....	<b>17</b>
<b>4-11- Evénements postérieurs à la date de clôture</b> .....	<b>18</b>
<b>4-12- Rémunération des dirigeants</b> .....	<b>18</b>
<b>5- Informations diverses</b> .....	<b>19</b>



<b>5-1- Engagements hors bilan .....</b>	<b>19</b>
<b>5-2- Exposition au risque de change .....</b>	<b>19</b>
<b>5-3- Filiales et participations .....</b>	<b>19</b>
<b>5-4- Entreprises liées .....</b>	<b>21</b>
<b>6- <i>Tableau de financement</i> .....</b>	<b>21</b>

## 1- Faits significatifs

### 1-1- La société LE BELIER a une double activité :

- celle de holding,
- celle de prestataire de services au bénéfice des sociétés du groupe.

### 1-2- Evénements significatifs intervenus au cours de l'exercice 2008 :

- Cession des titres LBK et BSM détenus par LE BELIER à notre filiale LBH pour une valeur nette de 19 659.
- 24/11/2008 : Transmission Universelle du Patrimoine de la société LE BELIER COMMERCIALISATION à l'associée unique la société LE BELIER
- 10/12/2008 : Mise en liquidation amiable de la filiale LBI.
- Provisions comptabilisées au cours de l'exercice à hauteur d'un total de 1 835 sur compte courant afin de couvrir la mise en liquidation de la filiale italienne au 31/12/2008.
- Provision pour dépréciation de titres des filiales mexicaines au 31/12/2008 pour un montant de 1 920 (100 pour BQM et 1820 pour LBQ)
- Déclenchement à compter de début octobre 2008 d'une GPEC dans le cadre d'une restructuration du GROUPE (Provision de 268).
- Le Belier a accordé des soutiens à ses filiales notamment FAB en renonçant à percevoir les loyers pour l'ensemble immobilier à partir de 2009 et ce pour une durée minimum de 3 ans.

### 1-3- Contexte de clôture :

L'exercice 2008 de la société LE BELIER Holding, son évolution et ses perspectives d'avenir sont étroitement liés à l'ensemble du Groupe.

Aussi, cet exercice a été marqué par une crise économique mondiale qui a lourdement affecté le secteur automobile. La quasi-totalité des marchés du Groupe a connu une chute brutale essentiellement à partir de la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2008. L'ampleur et la durée de cette crise au-delà du 31 décembre 2008 sont difficiles à anticiper. Le Groupe prévoit cependant une année 2009 au même niveau de repli que celui constaté au dernier trimestre 2008.

Les comptes de l'exercice 2008 ont été établis dans ce contexte d'incertitudes tant sur le niveau d'activité que sur le financement. La convention de continuité d'exploitation sous jacente à l'élaboration des comptes se fonde sur des hypothèses structurantes en vue de disposer des ressources financières suffisantes pour faire face à ses engagements à 12 mois.

Aussi, la situation actuelle et les actions en cours sont les suivantes :

- L'ensemble des financements court terme de la société sont maintenus.
- Concernant l'ensemble des financements moyen terme (voir information point 3.6), des discussions constructives sont engagées pour aménager et/ou redimensionner ces financements afin de conforter nos positions et maintenir un niveau de liquidité suffisant. Compte tenu de ces échanges, il est entendu qu'aucun partenaire touché par des covenants non respectés (voir information point 3.6.3) n'ont rendu ces clauses applicables.

## 2- Principes comptables

La situation arrêtée au 31 décembre 2008, et couvrant une période de douze mois, a été élaborée et présentée conformément aux principes et méthodes comptables admis en France et identiques à ceux de l'exercice précédent.

### 2-1- Actifs incorporels et corporels

- Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.
- Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :
  - Licence informatique : linéaire – 2 ans.
- Frais de Recherche et de Développement

Les coûts de développement répondant aux critères définis par le Plan Comptable Général sont comptabilisés en immobilisations incorporels. Les autres frais de recherche et développement sont enregistrés en charge.

Les frais de R&D sont amortis sur leur durée réelle d'utilisation, à compter de leur date de mise en service.

### 2-2- Immobilisations financières

La valeur d'entrée dans le patrimoine des titres de participation est constituée par le coût d'acquisition, y compris les frais accessoires.

A la date de clôture, la valeur d'entrée est comparée avec la valeur d'inventaire. La valeur d'inventaire tient compte des perspectives d'avenir des filiales. Ces perspectives, concernant pour l'ensemble des participations des filiales de production créées, sont appréciées en fonction de la capacité de chaque filiale à atteindre, et à maintenir, au delà de la période de démarrage, un niveau normal de rentabilité mesurée en terme de capacité d'autofinancement.

En cas de présence d'indicateurs de perte de valeur, ces actifs font l'objet d'une évaluation de leur rentabilité à venir à travers une projection des cash-flows futurs actualisés, permettant de déterminer une valeur d'utilité.

Si ces critères conduisent à une évaluation de la valeur d'utilité inférieure à leur valeur historique, une provision est constituée à due concurrence.

Les autres immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'entrée hors frais d'enregistrement.

### **2-3- Engagements de retraite / Médailles du travail**

- Les engagements de retraite et assimilés ne sont pas provisionnés mais indiqués en engagements hors bilan.

Leur évaluation est effectuée selon la méthode des Unités de Crédit Projetées telle que recommandée par la norme IAS19.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes:

- Taux d'actualisation : 5,50 % pour la France
- Hypothèse de départ en retraite: à l'initiative du salarié
- Age de départ: 61 ans pour les non cadres et 62 ans pour les cadres

Les droits acquis par les salariés sont basés sur la convention collective applicable. L'incidence de l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2008 (dont l'article 11 a créé une "indemnité de rupture interprofessionnelle unique" ne pouvant être inférieure, à partir d'un an d'ancienneté, à 1/5ème de mois par année de présence) n'a pas été pris en compte dans l'évaluation de la provision, dans la mesure où l'application de cet ANI aux indemnités de départ à la retraite fait actuellement débat du fait de différentes interprétations possibles. L'application de cet ANI constituerait un changement de régime, dont l'impact serait à étaler sur la durée résiduelle moyenne d'activité. Le montant estimé des engagements en matière de retraite sur la base de l'ANI est de 464."

- Les provisions concernant les médailles du travail ont été entièrement reprises suite à la liquidation du régime.

### **2-4- Créances et Dettes**

- Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.
- Les créances et dettes exprimées en monnaie étrangère (hors zone Euro) sont valorisées au cours de la devise le jour de la clôture.
- Pour les créances, une provision pour dépréciation est constatée au cas par cas lorsque la créance présente des risques d'irrecouvrabilité.

### 3- Note explicative sur les comptes de bilan

#### 3-1- Actif immobilisé

##### 3-1-1- Immobilisations incorporelles

- A hauteur de 1 539, sont immobilisés les coûts de développements dans le cadre de projets Groupe de R&D.
- A hauteur de 20, sont immobilisés les coûts de développements dans le cadre du Plan de Reprise d'Activité Informatique.

##### 3-1-2- Immobilisations financières

- Les variations des immobilisations financières sont les suivantes :

	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
LBQ (Mexique)	17 187			17 187
LBK (Serbie)	10 430		10 430	0
LBD (Chine)	3 446			3 446
BQM (Mexique)	8 483			8 483
BSM (Hongrie)	530		530	0
FAB (France)	7 681			7 681
LBC (France)	37		37	0
LBH (Hongrie)	1 767			1 767
LBI (Italie)	3 497			3 497
LBO (France)	100			100
SCI (France)	3 901			3 901
Titres de participation	57 059	0	10 997	46 062
SCI (France)	340		340	0
LBK (Serbie)	875		875	0
LBD (Chine)		379		379
LBQ (Mexique)	2 299		-61	2 360
FAB (France)	2 000		500	1 500
Avances aux filiales et aux participations	5 514	379	1 654	4 239
Autres (*)	7	1	0	8
<b>TOTAL</b>	<b>62 580</b>	<b>380</b>	<b>12 651</b>	<b>50 309</b>

(\*) dépôt versé pour un VIE Russie.

Des provisions pour dépréciation de titres de 1 920 ont été comptabilisées comme suit :

	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Titres LBI	3 497			3 497
Titres FAB				
Titres LBQ	7 800	1 820		9 620
Titres BQM	4 500	100		4 600
Provision pour dépréciation des titres	15 797	1 920	0	17 717

Le solde des avances aux filiales et aux participations se répartit ainsi :

	TOTAL	à – 1 an	2 à 5 ans	+ 5 ans
LBQ (Mexique)	2 360	1 885	474	-
LBD (Chine)	379	379		
FAB (France)	1 500	500	1 000	
<b>TOTAL</b>	<b>4 239</b>	<b>2 764</b>	<b>1 474</b>	<b>-</b>

### 3-1-3- Engagements de crédits baux

Immobilisations en crédit-bail	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
Terrains	29	0	0	29
Constructions	678	27	211	440
Licences	1 375	167	911	297
<b>Total</b>	<b>2 082</b>	<b>194</b>	<b>1 122</b>	<b>766</b>

Engagements de crédit-bail	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	jusqu'à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total	
Terrains							
Constructions	86	826	0	0	0	0	0,00
Licences	284	724	221	371		592	1,00
<b>Total</b>	<b>370</b>	<b>1550</b>	<b>221</b>	<b>371</b>	<b>0</b>	<b>592</b>	<b>1,00</b>

### 3-2- Actif circulant

- Toutes les créances d'exploitation sont à échéance de moins d'un an,
- Le poste « autres créances » enregistre notamment
  - un crédit de TVA pour 185 sur les états français et hongrois
  - un crédit d'impôt pour 168 (88 au titre du carry back 2004, 54 au titre du Crédit Impôt Recherche 2007 et 26 au titre du Crédit Impôt Recherche 2008)
  - les avances de trésorerie consenties aux filiales du Groupe pour 12 659, dont 2339 concernent la filiale italienne et dépréciée.

### 3-3- Actions propres

- Aucune détention d'actions propres depuis que LE BELIER est sorti du contrat de liquidité le 31/03/2003.

### 3-4- Valeurs mobilières de placement et disponibilités

- Aucune valeur mobilière de placement au 31/12/08.

- 5 -		IMMOBILISATIONS				2054	
Désignation : LE BELIER NORMES FRANCAISES		Clôture au : 31/12/2008					
CADRE A - IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations					
		par réévaluation au cours de l'exercice		acquisitions, créations apports, virements			
Frais établissement et de développpt	TOTAL I	CZ		KB		KC	
Autres postes immob. incorporelles	TOTAL II	KD	1 533 059	KE		KF	461 501
Terrains		KG		KH		KI	
	dont composants	KJ		KK		KL	
Constructions	- sur sol propre L9	KM		KN		KO	
	- sur sol d'autrui M1	KP		KQ		KR	
	- install.général. M2	KS		KT		KU	
Install.techn.,mat.,outillage indust.	M3	KV		KW		KX	
	- installations générales, agencmts, aménag.	KY		KZ		LA	
Autres immob. corporelles	- matériel de transport	LB	55 841	LC		LD	35 643
	- matériel de bureau et informatique, mobilier	LE		LF		LG	
	- emballages récupérables et divers	LH		LI		LJ	20 243
Immobilisations corporelles en cours		LK		LL		LM	
Avances et acomptes							
	TOTAL III	LN	55 841	LO		LP	55 886
Participations évaluées par mise en équivalence		8G		8M		8T	
Autres participations		8U	62 573 860	8V		8W	
Autres titres immobilisés		1P		1R		1S	
Prêts et autres immobilisations financières		1T	6 750	1U		1V	1 495
	TOTAL IV	LQ	62 580 610	LR		LS	1 495
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	0G	64 169 510	0H		0J	518 882

CADRE B - IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice	Réévaluation légale Valeur d'origine immob. fin d'exercice	
	par virement de poste à poste	par cession, mise HS ou mise en équivalence			
Frais établissement et de développpt	I	C0		D0	
Autres postes immob.incorporelles	II	LV	858	LW	1 993 703
Terrains		LX		LY	
	- sur sol propre	MA		MB	
Constructions	- sur sol d'autrui	MD		ME	
	- install.général., agencmt	MG		MH	
Install.techn.,matériel,outillage indust.	- install.général., agencmt	MJ		MK	
	- matériel de transport	MM		MN	
Autres immob. corporelles	- mat.bureau, inf., mob.	MP	1 375	MQ	
	- emballages récupér.	MS		MT	90 108
Immobilis. corporelles en cours	MY	MV		MW	
Avances et acomptes	NC	MZ		NA	20 243
		ND		NE	
	TOTAL III	NG	1 375	NH	110 351
Participations par mise en équivalence		OU		M7	
Autres participations		OX	12 271 445	OY	50 302 415
Autres titres immobilisés		2B		2C	
Prêts et autres immobilis. financières		2E		2F	8 245
	TOTAL IV	NJ	12 271 445	NK	50 310 660
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	0K	12 273 678	0L	52 414 714

Désignation : LE BELIER NORMES FRANCAISES

Clôture au : 31/12/2008

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
Immobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Amortissements fin exercice	
Frais établist. développement I Autres immob.incorporelles II Terrains	278 617	99 735	858	377 494	
Constructions - s/sol propre - s/sol autrui - inst.général.					
Install.techn., mat.,outillage - inst.agencmts					
Aut. immob. corporelles - mat.transport - mat.bureau - embal.réc.div.	16 913	23 757	364	40 305	
<b>TOTAL III</b>	<b>16 913</b>	<b>23 757</b>	<b>364</b>	<b>40 305</b>	
<b>TOTAL (I à III)</b>	<b>295 530</b>	<b>123 492</b>	<b>1 222</b>	<b>417 799</b>	

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immobilisat. amortissab.	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établist. I Aut.immo.inc. II Terrains Constructions - sol propre - sol autrui - inst.général. Inst.tech.,mat. Aut.immo.corp. - Inst.agencmts - mat.transport - mat.bureau - embal.récup.							
<b>TOTAL III</b>							
<b>TOTAL (I à III)</b>	X9	Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6
<b>TOTAL non ventilé</b>		Y7 = (X9 + Y1 + Y2)		Y8 = (Y3 + Y4 + Y5)			Y9 = (Y7 - Y8)

CADRE C		MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES			
Charges réparties	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations	Montant net fin exercice	
Frais d'émis. emprunt à étaler Primes de remb obligations					



### 3-5- Capitaux propres

#### 3.5.1. - Variation des capitaux propres :

	Début exercice	Affectation résultat	Résultat de l'exercice	Autres variations	Au 31/12/08
Capital social	6 632				6 632
Prime d'apport	14 727	- 12 982			1 744
Résultat 2007	- 13 621	13 621			-
Réserve légale	663				663
Réserves indisponibles	16	- 16			-
Autres réserves	-				-
Report à nouveau	623	- 623			-
Provision règlementée	388			- 129	259
Résultat 31/12/2008			8 307		8 307
SOUS TOTAL AU BILAN	9 427	0	8 307	- 129	17 606
Dividendes		-			

#### 3.5.2. - Capital social :

- Le capital est composé de 4 363 129 actions de 1,52 euros.

#### 3.5.3. - Option de souscription d'actions au profit des salariés :

- La société n'a pas mis en place de nouveau plan d'option de souscription d'action depuis l'expiration au 30/06/05 des précédents.

#### 3.5.4. - Provisions réglementées

- Dans le cadre de la loi sur l'épargne salariale, aucune provision pour investissement n'a été constatée du fait de l'absence d'abondement de l'entreprise versé au PEE.
- Provision pour implantation à l'étranger relative à notre investissement au Mexique a été comptabilisée en 2000 pour 645; conformément aux textes, cette provision sera reprise par cinquième à compter de 2006, soit au 31/12/08 une reprise de 129.

### 3.5.5. – Provision pour risques et charges :

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Solde ouverture 31/12/07	Dotation de la période	Reprise période (provision utilisée)	Reprise période (provision non utilisée)	Autre	Solde au 31/12/08	Nature
Provision pour perte de change	196	68	196			68	Change
Provision pour litige	232	30	117			145	Social
Provision pour charges de restructuration	0	297	28			269	Social
Provision pour médaille du travail	21	4		25		0	Social
<b>TOTAL</b>	<b>449</b>	<b>399</b>	<b>341</b>	<b>25</b>	<b>0</b>	<b>482</b>	

Désignation : LE BELIER NORMES FRANCAISES

Clôture au : 31/12/2008

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations	DIMINUTIONS Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Prov. gisements miniers, pétroliers	3T	TA	TB	TC
Prov. pour investissement	3U	TD	TE	TF
Prov. pour hausse des prix	3V	TG	TH	TI
Amortissements dérogatoires	3X	TM	TN	TO
Dont majoration except. 30%	D3	D4	D5	D6
Implant. étrang. avant 01/01/92	IA	IB	IC	ID
Implant. étrang. après 01/01/92	IE	IF	IG	IH
Prov. pour prêts d'installation	IJ	IK	IL	IM
Autres provisions réglementées	3Y	TP	TQ	TR
<b>TOTAL I</b>	<b>3Z</b>	<b>TS</b>	<b>TT</b>	<b>TU</b>
Prov. pour litiges	4A	4B	4C	4D
Prov. pour garanties clients	4E	4F	4G	4H
Prov. pertes marchés à terme	4J	4K	4L	4M
Prov. pour amendes et pénalités	4N	4P	4R	4S
Prov. pour pertes de change	4T	4U	4V	4W
Prov. pensions, obligations simil.	4X	4Y	4Z	5A
Prov. pour impôts	5B	5C	5D	5E
Prov. pour renouvellement immo.	5F	5H	5J	5K
Prov. pour gros entretien et rev.	5L	5M	5N	5P
Prov. charges s/congés à payer	5R	5S	5T	5U
Autres prov. risques et charges	5V	5W	5X	5Y
<b>TOTAL II</b>	<b>5Z</b>	<b>TV</b>	<b>TW</b>	<b>TX</b>
Prov. immobilisat. incorporelles	6A	6B	6C	6D
Prov. immobilisat. corporelles	6E	6F	6G	6H
Prov. titres mis en équivalence	02	03	04	05
Prov. titres de participation	9U	9V	9W	9X
Prov. autres immo. financières	06	07	08	09
Prov. stocks et en cours	6N	6P	6R	6S
Prov. comptes clients	6T	6U	6V	6W
Autres prov. pour dépréciation	6X	6Y	6Z	7A
<b>TOTAL III</b>	<b>7B</b>	<b>TY</b>	<b>TZ</b>	<b>UA</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>7C</b>	<b>UB</b>	<b>UC</b>	<b>UD</b>
Dont dotations et reprises	- d'exploitation	UE	UF	
	- financières	UG	UH	
	- exceptionnelles	UJ	UK	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				10

### 3-6- Dettes financières

#### 3.6.1. - Echéance des dettes financières :

	TOTAL	à – 1 an	2 à 5 ans	+ 5 ans
Dettes bancaires à moyen terme	13 381	4 553	8 690	138
Concours bancaires courants	752	752		
Concours trésorerie groupe	15 191	15 191		
<b>TOTAL</b>	<b>29 324</b>	<b>20 496</b>	<b>8 690</b>	<b>138</b>

#### 3.6.2. – Variation des dettes financières :

	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Dettes bancaires à moyen terme	16 666		3 285	13 381
Concours bancaires courants	694	58		752
Concours trésorerie groupe	31 450	7 150	23 409	15 191
<b>TOTAL</b>	<b>48 810</b>	<b>7 208</b>	<b>26 694</b>	<b>29 324</b>

- Pas de nouvel emprunt contracté sur l'exercice 2008.

### 3.6.3. – Ventilation des dettes financières à moyen terme par nature :

	31/12/2008	31/12/2007	Garanties
Emprunt taux fixe avec garantie	0	0	
Emprunt taux fixe sans garantie	2 689	3 545	
Emprunt taux variable avec garantie	1 998	2 710	- Promesse Nantissement titres LBQ - Nantissement titres SCI avec Caution solidaire LBP
Emprunt taux variable sans garantie	8 627	10 391	
Intérêts courus	67	20	
<b>TOTAL</b>	<b>13 381</b>	<b>16 666</b>	

- Tous les emprunts sont libellés en euros.
- Dans certains contrats de prêt que LE BELIER a signé, il existe des clauses de remboursement anticipé liées à des ratios de structure financière calculés sur la base des comptes annuels, soit au 31/12/08.

Au 31/12/08, certaines clauses seraient applicables pour un montant global de 9 794 (part à –1 an : 3 127 ; part à +1 an : 6 680), liés notamment à des ratios de dettes sur capitaux propres.

A ce jour, aucune demande d'application des clauses n'est engagée par les banques. Nous étudions avec les banques concernées par ces covenants, ainsi qu'avec l'ensemble des autres partenaires financiers, qui font preuve de la plus grande bienveillance, tout type d'aménagement visant à accompagner le groupe dans le contexte de crise économique.

#### 3-7- Dettes d'exploitation

Toutes les dettes d'exploitation sont à échéance de moins d'un an.

#### 3-8- Dettes sur immobilisation

L'augmentation de titres de participations non versés au 31/12/2007 a hauteur de 750 a été entièrement versée en 2008 (500 concernant LBD et 250 concernant LBK).

#### 4- Renseignements concernant les postes du compte de résultat

##### 4-1- Chiffre d'affaires

LE BELIER, en tant que tête de groupe, assure une fonction de direction pour le compte de ses filiales. Les frais de groupe qu'elle refacture à ses filiales en rémunération de cette fonction lui assure l'essentiel de son chiffre d'affaires.

	Pays	Au 31/12/08	Au 31/12/07
UE	France	2 356	2 615
	Italie	178	864
	Hongrie	7 789	6 772
Hors UE	Chine	631	477
	Mexique	2 465	3 349
	Serbie	1 461	1 406
<b>TOTAL</b>		<b>14 880</b>	<b>15 483</b>

##### 4-2 – Autres produits d'exploitation

A hauteur de 101, un remboursement du prorata de TVA non applicable à la holding LE BELIER au titre de 2006-2007 et premier trimestre 2008.

A hauteur de 117, des reprises pour provisions sur litiges salariaux.

A hauteur de 446, les transferts de charges groupe.

##### 4-3 – Autres achats et charges

Ce poste enregistre principalement des achats de délégation de personnel, ainsi que des frais de déplacement, des honoraires dans le cadre de missions et d'études et des assurances. Les honoraires des commissaires aux comptes ont été comptabilisé pour un montant de 136 au titre du contrôle légal des comptes.

Par ailleurs, ce poste enregistre aussi les achats pour revente de l'exercice relatifs aux loyers de crédits baux mis en place pour le financement du système d'information. Ils sont refacturés en sus de la filiale française bénéficiaire en premier lieu aux filiales hongroises.

##### 4-4 – Impôts et taxes

Aucun événement significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

##### 4-5 - Salaires et charges sociales

Il n'a pas été calculé d'intéressement au vue des résultats du groupe et de l'accord d'intéressement en vigueur.

Au titre du droit individuel à la formation, le volume d'heures cumulées à fin 2008 est de 6 543 et le volume d'heures non utilisées est de 4 778.

##### 4-6 - Effectifs fin de période

Effectif au 31/12/08	Ouvriers	Cadres	E.T.A.M.	TOTAL	Rappel 31/12/07
Hommes	0	55	13	<b>68</b>	69
Femmes	0	12	11	<b>23</b>	24
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>67</b>	<b>24</b>	<b>91</b>	<b>93</b>

#### 4-7 – Autres charges d'exploitation

Ce poste enregistre une provision à hauteur de 30 suite aux départs de certains salariés ainsi que le versement de 40 K€ au titre des jetons de présence 2007.

#### 4-8 - Résultat financier

	31/12/08	31/12/07
Dividendes reçus des filiales	2 633	4 495
Intérêts facturés aux filiales	689	411
Autres produits financiers et gains de change	4 719	526
	<b>8 041</b>	<b>5 432</b>
DAP Dép. Immo Financières	1 920	14 027
DAP R&C Financières	1 835	4 150
Intérêts des emprunts	794	887
Intérêts sur concours courants	1 560	1 121
Autres charges financières et perte de change	3 908	318
	<b>10 017</b>	<b>20 503</b>

Le résultat financier enregistre principalement les dépréciations de titres des mexicaines (100 pour BQM et 1 820 pour LBQ) ainsi qu'une provision sur le compte courant avec la filiale italienne pour 1 835. Il enregistre également 1 547 de charges d'intérêt sur concours bancaires groupe et une perte sur créance irrécouvrable de 3 647 pour la filiale italienne.

#### 4-9 – Résultat exceptionnel

Le produit exceptionnel correspond pour 19 659 à la cession des titres LBK pour une valeur de 9 566 et des titres BSM pour une valeur de 10 093 à notre filiale LBH, pour 129 à la reprise par cinquième à compter de 2006 sur provision pour implantation à l'étranger relative à notre investissement au Mexique pour 645 et pour 29 à une reprise sur la provision GPEC concernant les départs du personnel ayant quitté la société entre début octobre et fin décembre.

La charges exceptionnelles correspondent à la valeur nette de cession des titres cités ci dessus (LBK pour la valeur nominale de 10 430 et BSM pour la valeur nominale de 530) pour un total de 10 960. Une dotation aux provisions sur charges exceptionnelles de restructuration a été provisionnée à hauteur de 297 liée aux frais d'une GPEC commencée début octobre 2008, ainsi que 429 de charges exceptionnelles déjà engagées pour cette même GPEC.

#### 4-10- Impôt sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt :

	Courant	Exceptionnel	TOTAL
<b>Résultat comptable avant impôt</b>	<b>176</b>	<b>8 132</b>	<b>8 308</b>
Différences permanentes	-2 430	1	-2 429
Différences temporaires	2 317	-8 699	-6 382
<b>Base taxable</b>	<b>63</b>	<b>-566</b>	<b>-503</b>
Base carry back	0		0
Création Report Déficitaire	6 517		6 517
<b>Résultat fiscal</b>	<b>6 580</b>	<b>-566</b>	<b>6 014</b>
IS à 33,33 % Théorique	-2 193	189	-2 004
IS reporté en avant	0	0	0
IFA perdu	0	0	0
Carry Back	0	0	0
<b>Résultat net</b>	<b>-2 017</b>	<b>8 321</b>	<b>6 304</b>

Accroissement ou allègement de la dette future d'impôt :

<b>Nature des différences</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2007</b>
<u>Accroissements</u>		
Provision pour implantation étranger Mexique	258	387
Provision pour investissement	1	7
<b>Base totale</b>	<b>259</b>	<b>394</b>
<b><i>Accroissement de la dette future d'impôt</i></b>	<b><i>86</i></b>	<b><i>131</i></b>
<u>Charges non déductibles temporairement</u>		
Provison pertes de change	68	193
Congés payés	-	-
Effort construction	18	22
Organic	24	24
Participation	-	-
<u>Charges déduites (produits imposés) fiscalement mais non encore comptablement</u>		
Ecart sur valeur liquidative / OPCVM	-	-
Ecart sur valeur liquidative / SWAP		115
Ecart de conversion actif	- 68	- 196
Ecart de conversion passif	114	-
<u>Autres allègements futurs</u>		
Déficits reportables en avant	7 021	6 517
Moins values à long terme		-
<b>Base totale</b>	<b>7 177</b>	<b>6 675</b>
<b><i>Allègement de la dette future d'impôt</i></b>	<b><i>2 392</i></b>	<b><i>2 225</i></b>

LE BELIER « Tête de groupe » applique le régime de l'intégration fiscale avec ses filiales Fonderies et Ateliers du Bélier et LBO depuis le 01/01/2005.

#### **4-11- Evénements postérieurs à la date de clôture**

Le 27/03/2009 a été réalisée une Transmission Universelle du Patrimoine de la société SCI Plantier de la Reine à la société LE BELIER.

#### **4-12- Rémunération des dirigeants**

• En raison de leurs fonctions de membre du Conseil d'Administration, ces derniers ont perçu une rémunération de 525, et des jetons de présence pour 40 au titre de 2007.



## 5- Informations diverses

### 5-1- Engagements hors bilan

	31/12/2008	31/12/2007
- Engagements donnés :		
• Effets escomptés non échus	0	0
• Avals et cautions (au profit de filiales)	38 279	44 312
• Avals et cautions (au profit de tiers hors groupe)	0	0
- Dettes assorties de garanties		
• Promesse de nantissement	53	162
- Engagements autres		
• Nantissement de titres de participation	1 945	2 548
• Nantissement de police COFACE (au profit des banques)	29	224
• Crédit bail	592	528
• Engagement de substitution	1 867	2 209
• Blocage d'avances aux filiales	1 245	1 245
• Couverture de taux et de change	0	6 920
- Avantages postérieurs à l'emploi		
calculé sur la base de la méthode rétrospective avec salaires de fin de carrière et anciennetés actuelles, charges sociales incluses	681	1 088
- Engagements reçus		
• Par des tiers – Remboursement dettes	1 945	2 548
• Autorisation de crédit MT non utilisé	0	0
• Garantie Coface (Investissement Serbie)	0	4 351
• Garantie Sofaris (Investissement Mexique)	0	0

### 5-2- Exposition au risque de change

Les actifs valorisés en devise correspondent aux titres de participation. Toutes les créances et les dettes sont en devises de la zone Euro à l'exception d'une créance commerciale de 4 314 KUSD sur la filiale LBQ, 40 KUSD sur la filiale BQM, 163 KUSD sur la filiale LBD, et d'une dette commerciale de 38 KUSD sur la filiale BQM, de 118 KUSD sur la filiale LBQ.

### 5-3- Filiales et participations

Voir tableau ci-après.

**TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS  
LE BELIER SA AU 31/12/08**

Filiales et participations (31/12/08 - en K€)	Devises	Cours moyen EUR	Cours clôture EUR	Capital	Réserves et report à nouveau hors prov. réglementées et avant affectation des résultats	Quote part détenue	Valeur comptables des titres détenues		Prêts et avances consenties non remboursés	Montant des cautions et avals données par la société	Chiffre d'affaires hors taxes (converti au cours moyen au 31/12/08)	Résultat (converti au cours moyen au 31/12/08)	Dividendes encaissés par la société dans l'exercice
							Brute	Nette					
<b>FONDERIES ET ATELIERS DU BELIER</b> Activité : Fonderie d'Alliages légers	EUR	1,000	1,000	2 574	4 964	99,99%	7 681	7 681	1 500	1 141	36 402	-6 248	Néant
<b>LE BELIER HONGRIE</b> Activité : Fonderie d'Alliages légers	HUF	251,806	264,780	4 602	49 429	40,50%	1 767	1 767	Néant	32 767	121 054	5 038	Néant
<b>LE BELIER DALIAN</b> Activité : Fonderie d'Alliages légers	CNY	10,220	9,496	4 281	4 500	80,51%	3 446	3 446	Néant	Néant	11 659	1 254	2 634
<b>BMP MANFREDONIA SpA</b> Activité : Fonderie d'Alliages légers	EUR	1,000	1,000	220	1 233	100,00%	3 498	0	Néant	721	3 418	-3 602	Néant
<b>LBQ FOUNDRY S.A. DE C.V.</b> Activité : Fonderie d'Alliages légers	MXN	16,417	19,233	19 142	4 985	93,19%	17 187	7 567	2 422	3 218	25 538	-3 106	Néant
<b>BQM MACHINING S.A. DE C.V.</b> Activité : Usinage	MXN	16,417	19,233	8 483	2 672	99,99%	8 483	3 883	Néant	Néant	9 179	-4 371	Néant
<b>LBO SARL</b> Activité : Location de machines	EUR	1,000	1,000	8	247	100,00%	100	100	Néant	Néant	135	-54	Néant

## 5-4- Entreprises liées

BILAN	Montants au 31/12/08 en K€	Montants au 31/12/07 en K€
<u>Actif hors titres de participation</u>		
Créances sur participation	4 239	5 514
Clients	5 540	3 857
Autres créances	-	-
<u>Passif</u>		
Emprunts et dettes	-	-
Fournisseurs	341	493
Autres dettes et régularisations	-	-

COMPTE DE RESULTAT	Montants au 31/12/08 en K€	Montants au 31/12/07 en K€
Ventes	14 873	15 469
Achats		
Autres achats et charges externes	1 703	1 609
Frais financiers	5 193	1 111
Produits financiers	3 623	5 364

## 6- Tableau de financement

(Hors variation BFR - Trésorerie)

	<b>2008</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>	<b>2005</b>
	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>
<b>EMPLOIS</b>				
Investissements (Participations&CCA)	3 151	10 276	15 500	18 117
Remboursement emprunt	17 716	4 437	4 508	2 830
Réduction capitaux propres	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	2 094
	<b>20 867</b>	<b>14 713</b>	<b>20 008</b>	<b>23 042</b>
<b>RESSOURCES</b>				
Capacité d'autofinancement	- 336	4 545	1 521	- 400
Désinvestissements (Rembt cca)	23 607	1 683	3 711	4 118
Augmentation du capital	-	-	-	-
Emprunts nouveaux	-	-	-	17 370
OBSAR	-	-	-	-
	<b>23 271</b>	<b>6 228</b>	<b>5 232</b>	<b>21 087</b>
<b>Ressources nettes</b>	2 404			
<b>Emplois nets</b>		8 485	14 776	1 954

## **Le Bélier**

Exercice clos le 31 décembre 2008

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes annuels**

**CABINET LAUDIGNON**  
48, avenue du Président-Wilson  
75116 Paris  
S.A.R.L. au capital de € 220.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Paris

**ERNST & YOUNG Audit**  
Faubourg de l'Arche  
11, allée de l'Arche  
92037 Paris-La Défense Cedex  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Le Bélier

Exercice clos le 31 décembre 2008

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Le Bélier, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.3 de l'annexe mentionnant l'existence d'incertitudes tant sur le niveau d'activité que sur le financement, et le fait que la convention de continuité d'exploitation sous-jacente à l'élaboration des comptes se fonde sur des hypothèses structurantes en vue de disposer des ressources financières pour faire face à ses engagements à douze mois.

## **II. Justification des appréciations**

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation de la présentation d'ensemble des comptes, nous estimons que l'annexe donne une information appropriée sur la situation du groupe au regard des incertitudes, mentionnées ci-dessus, liées au financement de l'activité de l'année 2009.
- Ainsi que l'indique la note 2.2 de l'annexe, l'évaluation des participations dans les filiales est effectuée sur la base de leur valeur d'usage, compte tenu des perspectives de rentabilité future des filiales. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à revoir les hypothèses retenues dans les projections des résultats futurs des filiales, sur lesquelles ces estimations ont été fondées et leur traduction chiffrée. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

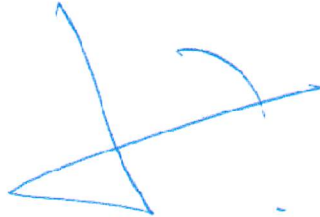
Par ailleurs, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Paris-La Défense, le 7 mai 2009

Les Commissaires aux Comptes

CABINET LAUDIGNON



Jean-Luc Laudignon

ERNST & YOUNG Audit



Serge Guérémy



le Bélier  
siège social : Plantier de la Reine BP 103  
33240 Vérac - France  
tel +33 (0) 557 55 03 00  
fax +33 (0) 557 55 03 99  
Belier.groupe@lebelier.fr

### **Attestation du rapport financier annuel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une prescription des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le 30 avril 2009

Philippe GALLAND  
Le Président Directeur Général